

T2137 - 333 - 4,00 F.

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue terraux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico:
1128915 paris

N° 333 JEUDI 22 NOVEMBRE 1979 4 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

Editorial

La Fédération Anarchiste soutient la manifestation du 24 novembre devant l'Assemblée Nationale, appelée pour imposer le droit à l'avortement et à la contraception libres et gratuits pour toutes les femmes, y compris les mineures et les étrangères. Nous appelons à cette manifestation pour différentes raisons :

Parce que le but de ce rassemblement coïncide avec l'un de nos axes de lutte.

Parce que ce rassemblement est l'expression d'un ensemble d'individus et d'organisations (Planning familial, MLAC, syndicats, comités de quartier, groupes femmes...) qui se sont mobilisés sur le problème de l'avortement-contraception pour des raisons diverses issues de pratiques différentes, mais dont les raisons convergent vers cette action unitaire.

Parce que les anarchistes ont toujours été une composante de ce mouvement (cf. luttes d'E. Goldman, d'Aristide Lapeyre, de J. Humbert) avec leur cohérence et leurs analyses propres.

C'est notre cohérence de militants anarchistes qui nous amène à formuler cependant des réserves sur la forme prise actuellement par le mouvement pour la liberté de l'avortement-contraception. En effet, si les militants de la Fédération Anarchiste seront présents à la manifestation du 24 pour exprimer leur accord avec l'esprit de ce rassemblement, ils seront là aussi pour expliquer les critiques que nous formulons à l'encontre de la forme qu'il prend : CAR SI NOUS VOULONS IMPOSER LE DROIT A L'AVORTEMENT ET A LA CONTRACEPTION LIBRES ET GRATUITS, NOUS NE LE VOULONS PAS N'IMPORTE COMMENT !

Jusqu'en 75, tous ceux qui s'étaient intégrés à la lutte pour la libération de l'avortement-contraception (MLAC, Planning familial, groupes femmes, groupes de quartier...) étaient véritablement maîtres de leur lutte. Ils étaient parvenus à constituer un pôle capable de faire pression sur la société bourgeoise. Ils avaient su accentuer la pression qu'ils exerçaient par la pratique d'actions directes qui attaquaient frontalement l'aliénation capitaliste en des points sensibles (par la pratique d'avortements, la propagande des moyens contraceptifs, l'aide aux femmes enceintes en difficultés...). D'ailleurs, le recul imposé à la bourgeoisie contrainte de promulguer la loi Veil - il est cependant à noter que, dans les faits, elle ne représente en rien un recul, car elle impose suffisamment de restrictions : délai de 10 semaines, délai de réflexion, clause de conscience... - pour être inopérante dans la plupart des cas - est la manifestation la plus évidente de la puissance de ce mouvement et des potentialités qui existaient en lui.

Pourtant, nous devons constater que la situation du mouvement a beaucoup changé depuis cinq ans. Un certain nombre d'aspects nouveaux sont apparus qui posent problème et risquent de mettre en cause l'aspect révolutionnaire de ce mouvement :

- La loi Veil, en plaçant la lutte sur le terrain parlementaire, a, de fait, permis à la bourgeoisie d'infliger un coup d'arrêt au mouvement en provoquant une démobilisation très importante ; c'était là son véritable but : empêcher que la mobilisation qui existait alors ne s'étende et ne se transforme en un vaste mouvement de contestation, totalement autonome par ces méthodes d'actions des moyens de récupération de la bourgeoisie, et qui serait rapidement devenu totalement incontrôlable et irrécupérable par elle.

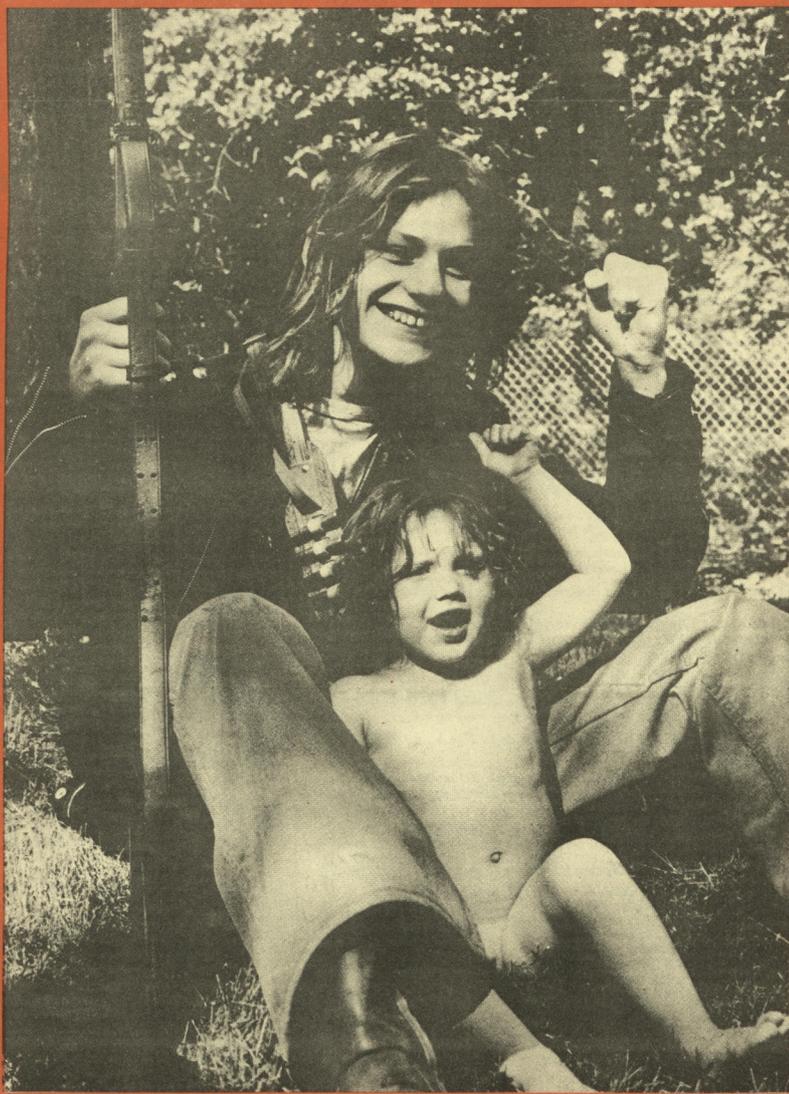
L'évolution que subit actuellement le mouvement pour la libération de l'avortement-contraception nous fait craindre un détournement définitif de celui-ci vers le parlementarisme. Or, pour nous, ce détournement est voulu par certaines organisations qui sentaient que la lutte échappait à leur contrôle. Aussi ont-elles été obligées pour le reprendre en mains, de l'amener sur un terrain qu'elles connaissent bien et sur lequel l'ensemble de ceux, organisés ou non, qui s'investissent dans ce combat, n'ont absolument aucun contrôle : celui du parlementarisme.

- Pour nous, CONTINUER SUR LA LANCEE PARLEMENTAIRE, C'EST TOUJOURS ENTERRER LE MOUVEMENT ! Car quelle que soit la décision de l'Assemblée Nationale, c'est l'essence même de la lutte qui risque de disparaître par l'intégration du mouvement à la légalité bourgeoise et donc la perte du contrôle de leur lutte qu'exerçaient tous ceux qui s'y étaient intégrés. Or, proposer la manifestation du 24 sans autre perspective (ou en proposant des actions similaires : organiser une manifestation ou porter des pétitions le jour du vote à l'Assemblée) capable de redonner à la lutte sa puissance et son caractère spécifique, c'est justement continuer sur la lancée parlementariste, c'est la transformer en revendication réformiste. C'est enfin la vider de son contenu et donc provoquer la mort du mouvement.

- Enfin, parcelliser les luttes, c'est empêcher que le droit à l'avortement-contraception libres et gratuits ne soit relié à l'ensemble des problèmes de la sexualité au sein de la société. C'est ainsi empêcher que cette mobilisation ne débouche sur des problèmes allant dans le sens d'une transformation des rapports humains qui poserait véritablement le problème de la REVOLUTION SOCIALE.

C'est pourquoi nous pensons que donner comme seule perspective à la mobilisation, la manifestation du 24, est la conséquence logique de l'orientation réformiste prise depuis quelques temps par le mouvement, qu'il est absolument vital de redonner à cette lutte les caractères et l'orientation qu'elle avait avant le vote de la loi Veil, en reprenant à la base par les comités de quartier, etc., le travail de mobilisation sur le problème global de la sexualité afin de parvenir réellement à changer les rapports humains.

NE LAISSONS PAS RÉGIR NOTRE SEXUALITÉ



FOP. 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AINSE : SOISSONS
 ALLIER : MOULINS
 ALPES-MARITIMES : GROUPE DÉPARTEMENTAL
 AUBE : TROYES
 B.-D.-R. : MARSEILLE-AIX
 DOUBS : BESANCON
 EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUCE-
 RON
 GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL
 GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC
 HTE-VIENNE : LIMOGES
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 ISÈRE : GRENOBLE
 LOT : GROUPE DÉPARTEMENTAL
 LOT-ET-GARONNE : FUMEL-AGEN
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : ST-LÔ
 MORBIHAN : LORIENT
 NIEVRE : NEVERS
 NORD : MAUBEUGE-VALENCIENNE
 ORNE : LA FERTE MACÉ-FLERS
 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BA-
 YONNE-BIARRITZ
 RHÔNE : LYON
 HAUTE-SAVOIE : ANNECY-ANNE-
 MASSE
 SEINE-MARITIME : ROUEN-LE HAVRE
 SOMME : AMIENS
 TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON :
 VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
 VAR : RÉGION TOULONNAISE
 YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTE-
 MENTALE

BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS PROFESSIONNELLES

— LIAISON INTER-ENTREPRISES
 DES ORGANISMES SOCIAUX
 — LIAISON DES POSTIERS
 — LIAISON DES CHEMINOTS
 — LIAISON DU LIVRE
 — CERCLE INTER-BANQUES

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les
 arrondissements suivants : 2^e, 5^e, 6^e,
 7^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e,
 20^e.
BANLIEUE SUD
 — FRESNES-ANTONY
 — FRESNES NORD, L'HAY
 — MASSY PALAISEAU
 — ORSAY BURES
 — SAVIGNY SUR ORGE
 — CORBEIL ESSONNES
 — DRAVEIL
 — THIAIS, CHOISY
 — ST MICHEL SUR ORGE
 — VILLEJUIF
 — MAISONS-ALFORT, ALFORT-
 VILLE
BANLIEUE EST
 — GAGNY, NEUILLY SUR MARNE,
 CHELLES
 — MONTREUIL, ROSNY
BANLIEUE OUEST
 — NANTERRE, RUEIL
 — VERNEUIL, LES MUREAUX
BANLIEUE NORD
 — VILLENEUVE LA GARENNE, ST-
 OUEN
 — ASNIÈRES
 — COURBEVOIE, COLOMBES
 — SEVRAN, BONDY
 — ARGENTEUIL

De Aubenas, La Rochelle, Saintes,
 Héning-Beaumont, Marennes-Oléron,
 Salon, Ardennes, Grasse, Vierzon,
 Bégard, Concarneau, Brest, Montpel-
 lier, Bourgoin, Orléans, Cherbourg,
 Chinon, Chaumont, St-Sever, Ven-
 dôme, Toulouse, Blois, St-Étienne,
 Le Puy, Laval, Metz, Creil, Clermont-
 Ferrand, Nord Seine-et-Marne, Maule,
 La Roche/Yon, Montauban, Poitiers,
 Nord de la Hte-Vienne, Epinal, Noyon,
 Florac, Ajaccio, Bastia, Angoulême,
 Firminy, Nantes.

Groupe de Troyes : les 1^{er} et 3^e mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Char-
 les Hugo (1^{er} porte à gauche).

Groupe de Tours : Pour tout contact écrire à Claude Garcia, B.P. 2141, 37021
 Tours Cédex.

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h. à la MJC La Paillette.

Groupe libertaire d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h. à la librairie La
 Tête en Bas, 17 rue des Poitiers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 16 h. au local « Culture et Liberté »,
 72 Bd Eugène Pierre à Marseille.

Groupe Hédonien de Fumel : point de rencontre possible au bar de l'Arnaque,
 17, rue Léon Jouhaux, tous les soirs après 21 h.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h. 30 à 19 h. au local du Cercle Jean Ros-
 tand, rue Montebello à Toulon.

Groupe Proudhon de Besançon : au local du groupe, 97 rue Battant, le mercredi
 de 18 h. 15 à 20 h. et le samedi de 15 à 17 h.

Groupe Eugène Varlin : Petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure,
 (15^e), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20h.

Groupe du Havre et région « L'Entraide » : dans les locaux du CES, 16 rue Jules
 Tellier, 76 000 Le Havre, permanences le lundi, mercredi, samedi de 18 à 19 h.

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h. et le samedi de
 14 à 18 h., en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe d'Amiens : peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80 330 Longueau.

Groupe Élisée Reclus d'Aix-en-Provence : tous les samedis de 10 à 13 h. à la ta-
 ble de presse tenue devant le Palais de Justice, et tous les mercredis de 10 à 16 h.
 dans le hall de la Fac de Lettres.

Groupe de Rouen : le samedi de 15 à 17 h., rue du Gros Horloge.

Liaison St-Étienne : tous les jeudis à partir de 19 h., au local CNT-SIA à la Bourse
 du Travail, 15 cours Victor Hugo à St-Étienne.

Groupe Jacob : le lundi de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 16 h., au 51 rue de
 Lappe, Paris 11^e.

Groupe Louise-Michel : le lundi de 18 à 20 h., le mercredi de 16 à 19 h. (en même
 temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h., 10 rue Robert
 Planquette, Paris 18^e.

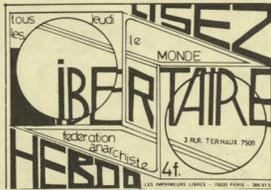
Groupe Emma Goldman : le jeudi de 17 à 20 h. et le samedi de 16 à 18 h., 51
 rue de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Voline : 26 rue Piat, Paris 20^e, tous les samedis de 14 à 16 h.

Groupe La Boétie : les seconds et quatrièmes mercredis de chaque mois à 20 h. 30,
 Centre administratif, mairie d'Asnières.

Groupe Fresnes-Antony : tous les jours de 10 à 20 h., le dimanche de 10 à 13 h.,
 34 rue de Fresnes à Antony (Tél. 668-48-38).

Groupe d'Argenteuil : tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Pre-
 nant à Argenteuil (au fond de la cour).



COMMUNIQUÉS

En attendant l'ouverture d'un
 local sur la rive gauche, le groupe
 Père Peinard invite les in-
 téressés à le contacter par l'in-
 termédiaire des RI à Publico.
 Ce groupe couvre les 6^e et 7^e
 arrondissements de Paris.

Le groupe ROUGE Y NEGRO
 de Domont annonce sa création
 et appelle les sympathisants
 de la région à venir le rejoindre.
 Pour tout contact, soit
 par les R.I., soit sur le marché
 de Domont tous les dimanches.

Un groupe est en formation
 sur Evreux. Les personnes de
 la région qui sont intéressées
 peuvent le contacter
 par l'intermédiaire des Relations
 Intérieures.

Les affiches des groupes de
 Massy et d'Argenteuil sur l'a-
 vortement et la libération de la
 femme sont épuisées. Il reste
 en vente sur le même thème
 celle de l'Union régionale du
 Centre de la F.A.
 0,60 F à partir de 10 ex.
 2 F l'unité en dessous de 10 ex.

La liaison de Montpellier et l'Hérault
 appelle tous les sympathisants et ca-
 marades intéressés par la relance des
 activités de celle-ci et dans le but d'affir-
 mer notre éthique spécifique anarchis-
 te auprès de la population, à se
 constituer en groupe de la Fédération
 Anarchiste sur la région. Thèmes tra-
 vaillés actuellement : l'éducation anti-
 autoritaire, la lutte anti-nucléaire, la
 société anarchiste (par ex., indiens
 Sioux, Espagne 36, mouvement ma-
 khnoviste) et enfin la lutte des fem-
 mes contre la domination phalocra-
 tique et l'exploitation capitaliste.

A l'occasion des Jeux Olympiques
 le groupe Commune de Kronstadt
 vient d'éditer une affiche

*A Moscou comme ailleurs...
 Solidarité avec la lutte de classe
 du prolétariat
 international*

Elle est en vente à Publico
 au prix de 0,70 F l'unité
 à partir de 10 exemplaires
 2 F l'unité en dessous de 10 ex.

*Les groupes Rouge y negro
 de Domont
 et Kropotkine d'Argenteuil
 organisent des réunions-débats
 sur l'avortement et la sexualité
 précédées de la projection
 du film*

*L'une chante l'autre pas
 le jeudi 22 novembre à 20 h 30
 au Cinéma l'Hermitage
 à Domont*

*le vendredi 23 novembre à 20h30
 Salle des HLM
 15 rue de la Poste Prolongée
 à Argenteuil*

Directeur de la publication
 Maurice Laisant
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie «Les marchés de France»
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205-Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Le groupe Orsay-Bures
 vient d'éditer
 deux autocollants destinés
 à soutenir
LE MONDE LIBERTAIRE
 Ils sont vendus au prix de
 1 F l'unité en dessous de 50 ex.
 7,50 F à partir de 50 ex.
 Adresser toute commande à
PUBLICO



Permanences antimilitaristes

Tous les samedis
 de 13 à 15 h
 51, rue de Lappe
 75 011 PARIS

et

tous les samedis
 de 15 à 18 h
 26, rue du Wad-Billy
 METZ - Tel. 74.41.58

PAGE 11

Notes de lecture

Spectacles

PAGE 12

Avortement : personne ne sera
 maître de notre corps



Sommaire

PAGE 1

Editorial

PAGE 2

Activités F.A.

PAGE 3

En bref

Coup d'État...

Les antimilitaristes persistent et
 signent

Droits de l'enfant

PAGE 4

Iran

Comme le duce...

Association patronat-syndicats

PAGES 5-6-7-8

Dossier Education

PAGE 9

Quelles structures de lutte...

PAGE 10

Informations internationales

Après Idées générales de la révolution
 le groupe Fresnes-Antony de la F.A. vient de rééditer

**Avertissements aux propriétaires
 de Pierre-Joseph PROUDHON**

Ce volume regroupe les 2^e et 3^e mémoires sur la propriété
 (1841 et 1842)

qui font suite au célèbre *Qu'est-ce que la propriété ?* (1840)
 ainsi que *L'explication présentée devant la Cour d'Assises*
 où le 3^e Mémoire avait traité Proudhon
 auquel on reprochait quelques écrits comme
Appel à la haine d'une ou plusieurs classes de citoyen,
du gouvernement et de la religion catholique

En vente à Publico..... 35 F (+ frais de port)

**On ne le trouve pas
 à la Samaritaine**

Le groupe de Bordeaux vient d'éditer un calendrier pour l'an-
 née 1980, avec des dessins de J.P. DUCRET sur des thèmes
 chers aux révolutionnaires.

Ce calendrier est en vente à Publico au prix de 20 F l'unité
 (+ 3,50 F de frais de port si vous désirez vous le faire expé-
 dier).

Vous pouvez vous le procurer directement auprès du groupe
 de Bordeaux, 7 rue du Muguet à Bordeaux ou le commander
 à cette même adresse où l'on vous fera une remise de 25% à
 partir de 5 exemplaires commandés. Les règlements effectués
 auprès du groupe de Bordeaux doivent être faits à l'ordre de
 S. Durou.

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tel. 805.34.08 CCP Publico 11289-15 Paris

	TARIF		Etranger
	Sous pli fermé		
France			
3 mois	50 F	78 F	55 F
6 mois	95 F	150 F	110 F
12 mois	180 F	280 F	210 F

* Tarif Etranger: RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada.

**Abonnez
 vous**

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom..... Prénom.....

N°..... Rue.....

Code postal..... Ville.....

à partir du N°..... (inclus)..... Pays.....

Abonnement Reabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.

en bref...en bref...

Jean-Luc Chesneau opposé à sa condamnation par défaut à 3 mois de prison ferme en mars dernier, passe au tribunal de Grande Instance du Mans à 14 heures le 23 novembre.

Samedi 24 novembre à Aubenas, à 11 heures, au « Champ de Mars », réunion publique sur l'objection et l'insoumission à l'armée. Un insoumis d'Aubenas y prendra la parole et risque, de ce fait, d'être arrêté. Venez nombreux affirmer votre solidarité.

Le secrétariat des Objecteurs de Conscience annonce ses permanences au 6 impasse Popincourt à Paris 11^e, les lundis et mercredis de 14 à 18 h, le jeudi de 18 h 30 à 20 h 30, le samedi de 13 à 16 h.

Le n°5 du bulletin du Centre de Propagande et de Culture Anarchiste est paru. Au sommaire, un dossier sur la presse libertaire en France, les derniers livres anarchistes parus, une présentation des revues italiennes « A » et « Volontà »...

Pigeon voyageur, bi-mensuel d'informations, de réflexion et d'analyse écologique vient de paraître, avec en sus un supplément gratuit.

A l'occasion de la parution d'« Interrogations » sur l'Autogestion brochure qui comprend plusieurs textes présentés à la Conférence de Venise, un débat est prévu au Cercle Garcia Lorca à Paris 15 rue Gracieuse, le vendredi 23 novembre à 19 h.

200 agents du personnel du ministère de l'Industrie ont manifesté le 30 octobre dans la cour de l'administration générale pour protester contre le froid (12°) persistant dans les locaux de travail. Pratique devenue désormais courante, les forces de l'ordre ont encadré la manifestation en bousculant, frappant et donnant des coups de pieds aux travailleurs rassemblés. Les syndicats CGT, CFDT, CFTC FO ont écrit une lettre ouverte au président de la République.

L'Union Pacifiste de France vient de tenir son congrès à Nevers le 11 novembre. Elle réaffirme son engagement au pacifisme intégral, s'associe à la campagne pour l'abolition des tribunaux militaires.

Suite à l'expulsion des objecteurs OP20 de l'ambassade de Belgique, le 11 novembre s'est déroulée, au domicile d'Yves Boisset, une soirée « transgression à l'article 128 du Code du Service national » à laquelle ont participé Catherine Ribero, Romain Bouteille, Yvan Dautin, Léni Escudé-roy, Daniel Guérin...

Insoumis et transgresseurs ont profité pour faire devant la presse le point sur les récentes actions des objecteurs OP20. D'ailleurs ces derniers ont « remercié » dans une lettre ouverte l'ambassade de Belgique de son accueil policier et répressif. L'espace judiciaire européen a donc de nouveaux adeptes à ses manipulations judiciaires et policières. Bien que les antimilitaristes n'aient pas été inquiétés à leur sortie par le système, ne doutons pas qu'une alliance armée-police ne laissera pas une propagande antimilitariste s'étendre et se dotera donc des moyens répressifs (prisons, jugements) pour tenter de l'étouffer. Face à cet état de fait, seule une solidarité de tous pourra s'opposer à cette montée de la répression étatique.

La coordination OP20 est assurée dorénavant par le groupe OP20 de Marseille c/o T. Maréchal « Le Clos Idéal » bât. D1 13170 La GAVOTTE

Coup d'état... Tas de coups à Limoges

Du 22 au 24 octobre s'est déroulée, entre Limoges et Confolens, la manœuvre « Jourdan 79 ». Cette petite sortie opérationnelle qui a coûté la bagatelle de 45 millions de francs, mettait en mouvement le 15^e DI qui regroupe des compagnies de Limoges, Souge, Brive, Angoulême, Périgueux, Poitiers et Castelsarrasin. Pour couronner le tout, un défilé militaire de 4 000 hommes et 400 véhicules, avait lieu dans les rues de Limoges, défilé censé représenter la « libération » de Limoges.

Autrement dit, un fantastique quadrillage de la population dans toute la région où les relents de kaki surgissaient à chaque carrefour. Malheureusement au courant très tardivement de cette petite pantomime, le Groupe d'Information sur l'Objection improvisa la façon la plus adéquate de faire entendre la voix des objecteurs, ce qui s'est traduit par plusieurs pancartes et une diffusion de tracts, informant sur l'objection de conscience. Notre présence pacifique, acceptée par un public nombreux, était loin de plaire aux organisateurs du « spectacle ». Après une minute active du GIO, les forces de l'ordre conduisirent manu militari quatre éléments du groupe dans le commissariat central qui était tout proche, pour vérification d'identité. Cette « vérification » dura environ trois heures, le temps de nous neutraliser le restant du défilé. Ajoutons que l'on a eu droit à l'éternel chantage de la garde à vue, si nous refusions le fichage anthropométrique. N'étant absolument pas avertis

du comité de soutien qui s'était formé spontanément après notre arrestation, sous l'impulsion des membres non arrêtés, comité qui regroupait le GRANV, LO, AGEL, UNEF, UNCAL, U.D. CFDT, PSU, Amis de la Terre, Ligue des Droits de l'Homme, nous avons accepté finalement de nous faire photographier. Nous avons commis là une erreur, car le soutien s'organisant activement à l'extérieur, nous aurions eu certainement gain de cause.

Par rapport à l'évènement, deux communiqués furent envoyés à la presse régionale. Le journal du PC passa sa position officielle : « nous nous indignons de cette nouvelle atteinte à la liberté d'expression », mais refusa catégoriquement de passer nos communiqués. La presse du PS passa nos communiqués, réduits à la plus simple expression, un jour plus tard, ceci après leur avoir demandé les raisons de cet « oubli ».

A Limoges, comme ailleurs, le pouvoir en place n'hésite plus à fonder sur tout ce qui bouge, au mépris des plus élémentaires libertés. Ce relent de fascisme lui est grandement facilité par l'état de démobilité générale de la masse. Cependant, il y a eu une réaction, même si cela se limitait à la signature d'un communiqué de soutien, ce qui permet d'espérer une possibilité de mobilisation active en cas de coups durs toujours possibles.

Groupe d'Information sur l'Objection
56 rue Hoche 87000 Limoges

Les antimilitaristes persistent et signent...

Au Havre, le lundi 5 novembre, 2 militants anarchistes, J.L. Malandain et J.P. Jacquinet, sont passés devant le tribunal correctionnel, pour renvoi de leurs papiers militaires qu'ils avaient retournés au Ministère des Armées en soutien à Philippe Gosselin, militant F.A., insoumis, incarcéré, jugé par le TPF de Rennes en septembre 78.

A ce procès, comparait également Denis Bertin, militant non-violent, qui venait affirmer « sa volonté de suivre l'exemple du Christ, premier des non-violents ». L'audience promettait au regard du programme d'être mouvementé, tout le monde fut comblé. J.L. Malandain passa en premier, à la suite de prévenus dit de « droit commun ». Voici sa déclaration :

« Je n'ai ni le désir de me justifier, ni l'espoir de vous convaincre.

Je ne suis venu que pour réaffirmer ma solidarité entière et mon soutien actif à tous les déserteurs, objecteurs, insoumis, militaires et civils.

Mes options libertaires sont celles de tout pacifiste internationaliste, opposé à l'usage des armes en toutes circonstances, mais aussi à tout appareil autoritaire et répressif.

Je tiens également à témoigner de ma solidarité envers tous les « délinquants » que produit votre société et à me revendiquer délinquant moi-même. Je refuse la notion de délit d'opinion.

Il n'y a pas de délit d'opinion. Toute délinquance relève de la même rupture, théorisée ou pas, de la même révolte, du même refus, les moyens ne diffèrent que du fait des circonstances, des possibilités individuelles à les exprimer selon les acquis dont chacun dispose. Il n'y a pas de droit commun, ou tout est droit commun.

Je n'admets aucun jugement sur mes options ou mes actes, autre que le mien propre, et considérerais comme abusives et d'aucune valeur, toutes mesures prises à mon égard.

Ensuite vint le tour de Denis Bertin qui développa le point de vue réformiste habituel, nombre de procès pour renvoi de livret militaire, nous ont accoutumés aux défilés de témoins de « moralité » allant de l'évêque au président de la Chambre économique havraise, en passant par les sociaux-démocrates de tous poils (PSU, socialiste...). Dans le cas présent, un enseignant et un responsable administratif, bien que non cités comme témoins dans les règles judiciaires,

ont pu venir développer à la barre, la sincérité des conditions de Denis Bertin.

Et ce fut l'occasion pour un des témoins d'affirmer qu'un objecteur de conscience « n'est pas un être antisocial » (1). Le nombreux public manifesta sa réprobation à l'égard de ce genre d'arguments larmoyants tendant ni plus ni moins à maintenir le clivage entre « politique et droits communs », s'inscrivant en faux avec la démarche du précédent inculpé, J.L. Malandain.

Succédait à Denis Bertin, J.P. Jacquinet. Ce fut un morceau de bravoure, le président commença par émettre quelques points de vue dépréciatifs sur la « moralité » de notre camarade. « Il paraît que vous brisez pas mal » (rumeurs indignées dans le prétoire, au point que le président menaçait de faire évacuer la salle). Puis, « bon enfin, disons comme tous les dockers » (17) Il se produisit alors de violentes réactions, J.L. Malandain qui montrait lui aussi son indignation face à de tels propos, fut expulsé « manu militari » par les nombreux agents de police présents, celui-ci voulant passer du box au prétoire, il s'ensuivit une bousculade.

Le président, non content de cette entrée en matière, fit état de « appartenances à plusieurs organisations », bien que déclarant n'en faire aucun cas, appliquant en cela la théorie obsolète de la « Justice ».

Jean-Pierre Jacquinet développa (sans avocat, comme les précédents accusés) l'analyse anarchiste du rôle de l'armée. Il rappela au tribunal que seule l'abolition du régime d'exploitation de l'homme par l'homme entraînerait la disparition de cette force autoritaire de coercition. Il refusa comme Jean-Luc Malandain, toute ingérence du tribunal dans la mise en pratique de ses convictions.

Ce procès est exemplaire, le verdict : 400 F d'amende pour les trois inculpés, l'est aussi. Depuis toujours, on nous avait habitué au Havre à des procès pleurnichards, appelant la clémence du tribunal et soulignant la parfaite intégration des accusés au système social, qu'ils se défendaient de remettre en cause dans son intégralité. Aujourd'hui, nos camarades Malandain et Jacquinet ont porté devant la « Justice » des opinions et un procès politique, tout comme Gérard Blain à Toulon.

Groupe L'ENTRAIDE
de la Fédération Anarchiste

1979 Année de l'enfant

1979 Année de la démagogie

Voici la déclaration des Droits de l'Enfant, votée par les Nations-Unies.

- Principe premier : L'enfant doit jouir de tous les droits énoncés dans la présente déclaration. Ces droits doivent être reconnus à tous les enfants, sans exception aucune, et sans distinction ou discrimination fondées sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance, ou sur toute autre situation, que celle-ci s'applique à l'enfant lui-même ou à sa famille.

- Principe 2 : L'enfant doit bénéficier d'une protection spéciale et se voir accorder des possibilités et des facilités par l'effet de la loi et par d'autres moyens, afin d'être en mesure de se développer d'une façon saine et normale sur le plan physique, intellectuel, moral, spirituel et social, dans des conditions de liberté et de dignité.

Dans l'adoption de lois à cette fin, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être la considération déterminante.

- Principe 3 : L'enfant a droit, dès sa naissance à un nom et à une nationalité.

- Principe 4 : L'enfant doit bénéficier de la sécurité sociale. Il doit pouvoir grandir et se développer d'une façon saine ; à cette fin, une aide et une protection spéciales doivent lui être assurées ainsi qu'à sa mère, notamment des soins prénatals et post-natals adéquats. L'enfant a droit à une alimentation, à un logement, à des loisirs et à des soins médicaux adéquats.

- Principe 5 : L'enfant, physiquement, mentalement ou socialement, doit recevoir le traitement, l'éducation et les soins spéciaux que nécessitent son état et sa situation.

- Principe 6 : L'enfant, pour l'épanouissement harmonieux de sa personnalité, a besoin d'amour et de compréhension. Il doit autant que possible grandir sous la responsabilité et sous la protection de ses parents et, en tout état de cause dans une atmosphère d'affection et de sécurité morale et matérielle ; l'enfant en bas âge ne doit pas, sauf circonstances exceptionnelles, être séparé de sa mère. La société et les pouvoirs publics ont le devoir de prendre un soin particulier des enfants sans famille ou de ceux qui n'ont pas les moyens d'existence suffisants.

Il est souhaitable que soient accordées aux familles nombreuses des allocations de l'Etat ou autres, pour l'entretien des enfants.

- Principe 7 : L'enfant a droit à une éducation qui doit être gratuite et obligatoire au moins aux niveaux élémentaires. Il doit bénéficier d'une éducation qui contribue à sa culture générale et lui permette, dans des conditions d'égalité de chances, de développer ses facultés, son jugement personnel et son sens des responsabilités morales et sociales, et de devenir un membre utile de la société. L'intérêt supérieur de l'enfant doit être le guide de ceux qui ont la responsabilité de son éducation et de son orientation ; cette responsabilité incombe en priorité à ses parents.

L'enfant doit avoir la possibilité de se livrer à des jeux et à des activités récréatives, qui doivent être orientés vers des fins visées par l'éducation ; la société et les pouvoirs publics doivent s'efforcer de favoriser la jouissance de ce droit.

- Principe 8 : L'enfant doit en toutes circonstances, être parmi les premiers à recevoir protection et secours.

- Principe 9 : L'enfant doit être protégé contre toute forme de négligence, de cruauté et d'exploitation. Il ne doit pas être soumis à la traite, sous quelque forme que ce soit. L'enfant ne doit pas être admis à l'emploi avant d'avoir atteint un âge minimum approprié ; il ne doit en aucun cas être astreint ou autorisé à prendre une occupation ou un emploi qui nuise à sa santé ou à son éducation, ou qui entrave son développement physique, mental ou moral.

- Principe 10 : L'enfant doit être protégé contre des pratiques qui peuvent pousser à la discrimination raciale, religieuse ou

à toute autre forme de discrimination. Il doit être élevé dans un esprit de compréhension, de tolérance, d'amitié entre les peuples, de paix et de fraternité universelle, et dans un sentiment qu'il lui appartient de consacrer son énergie et ses talents au service de ses semblables.

1979 : Année de l'enfant...

1979 : Bokassa massacre une centaine d'enfants Centrafricains à Bangui, simplement parce qu'ils contestaient le pouvoir de l'empereur bouffon...

1979 : Des milliers d'enfants meurent sous les balles de l'impérialisme vietnamien...

1979 : Des milliers d'enfants meurent dans des camps de fortune dans le sud-est asiatique...

1979 : Toujours des disparitions en Argentine...

1979 : Une centaine de camps pour des moins de 18 ans en URSS...

1979 : Un fascisme brun et un fascisme rouge toujours plus galopant...

1979 : Année de la démagogie...

Les pouvoirs, qu'ils soient impérialistes de droite ou de gauche, ont toujours eu besoin d'une certaine façon de se sécuriser, de se donner bonne conscience, ainsi peut-on voir fleurir aux détours des nouvelles années des campagnes fantoches de solidarité internationale... Cette année, après la femme et avant la mouche tsé-tse ou le rat vert à poils longs, c'est au tour de l'enfant d'être le seul souci de la bienfaisance de nos dirigeants...

1979, année de l'enfant, propagande de protection de l'enfant, sauvegarde des enfants martyrs, financement d'organisations institutionnalisées (ONU, UNESCO, Nations-Unies...), on se regarde marcher, on va des heures s'écouter parler, et en définitive qu'en est le résultat !

La grande mascarade dégoûlante de grandes idées qui n'en resteront qu'à l'état d'idées... et pendant ce temps... Et cette déclaration des Droits de l'Enfant, que devient-elle ? Ah, elle est belle la référence commune, on sait que chacun l'applique avec une objectivité déconcertante...

On se sent fier d'avoir « pondu » un texte protectionniste, on se gargarise de belles paroles, pendant que des enfants...

C'est à nous, militants libertaires, d'aller plus loin, d'ouvrir pour cette société que nous recherchons et voulons de toute notre volonté, afin d'abattre cette Sociale Médiocratie puante ; d'ouvrir pour une société favorable à l'épanouissement de la personnalité, au développement de chacun, au respect des individus, de l'être humain, de l'homme, de l'enfant...

Torturer un enfant c'est odieux, mais torturer un homme ?...

Tuer un enfant c'est particulièrement dégoûlante, mais tuer un homme ?...

Se tuer chez soi, refuser d'ouvrir les yeux lorsque l'on n'est pas directement impliqué, n'est-ce pas donner raison à ces bourreaux et tyrans qui ne souhaitent que le silence ?

Devons nous par notre silence cautionner ces génocides ignobles, et se rassurer en se disant qu'après tout le Chili, l'Argentine, le Cambodge, le Centrafrique... sont tout de même à des milliers de kilomètres de notre beau pays de France, et nos chers bambins ne risquent rien en ce pays de liberté ?

Sans parler d'éducation (qui ne serait qu'une conséquence logique), mais simplement de vie, d'existence, devons-nous rester indifférents à ces actions ?

Devons-nous rester dans l'ignorance et ne pas savoir que 52 millions d'enfants sur cette terre, que ces enfants ignorent tout d'une éducation quelle qu'elle soit ?

Nous libertaires, nous ne devons pas cesser notre action, nous devons intensifier notre lutte pour une société libertaire, débouchant sur une éducation libertaire, et une reconnaissance des Droits de l'Enfant.

Yvon LE GUIENNE

IRAN

D'HIER A AUJOURD'HUI

Le texte qui suit est la retranscription par le groupe de Fresnes-Antony d'une réunion tenue le mois dernier dans son local, avec des camarades anarchistes iraniens. Le camarade Rahsepar qui a réalisé l'exposé suivant, réside en France depuis 1971. Il a traduit en persan des textes de Bakounine, Jean Grave, Malatesta, Voline, et a contribué au cours d'un séjour en Iran, après le renversement du Shah, à la création du premier groupe anarchiste d'expression persane, le groupe Malatesta.

Afin d'appréhender la situation actuelle, il est nécessaire de faire un rappel historique. Le gouvernement du Shah est issu d'un coup d'état fomenté en 1953 contre le gouvernement Mossadegh, lequel avait à l'époque nationalisé le pétrole. Les intérêts des Britanniques furent donc lésés puisque ce sont eux qui détenaient auparavant les concessions pétrolières. Cependant à cause d'un sentiment anglophobe, les Anglais ne purent intervenir directement dans le coup d'état. Les Américains profitèrent de la situation afin de prendre en main le contrôle d'un pays où les secteurs pétrolier occupent une place de choix dans l'économie. Un régime de terreur s'ensuivit, durant lequel des centaines de milliers de personnes sont arrêtées et certaines passées par les armes. Avec l'aide de la Savak iranienne (la police politique qui contrôle la structure et les institutions du pays), un régime policier s'installe.

QUELLE ÉTAIT LA POLITIQUE DU SHAH ?

Alors que l'intérêt des Britanniques se limite au pétrole, les Américains transforment les structures agraires du pays afin de le rendre dépendant de « l'agro-business » américain, reproduisant le schéma déjà utilisé dans les pays d'Amérique latine. La dépendance au monde occidental va être complétée par les livraisons d'usines « clefs en main ».

LES FORCES POLITIQUES EN PRÉSENCE

À l'époque de Mossadegh, deux forces co-existent : le Toudéh et les nationalistes du 3^e Front National.

Le Toudéh, PC iranien, fondé à l'origine par des ouvriers iraniens ayant travaillé à Pakou, est largement inféodé au Kramlin. Il ne soutient pas la politique de nationalisation du pétrole de Mossadegh et pour compenser l'influence des Britanniques, il souhaite accorder les concessions pétrolières du nord à l'URSS. Le Toudéh s'oppose en cela au 3^e Front National qui revendique au profit de la Nation les richesses du pays.

Le Toudéh n'apporte donc pas son soutien au gouvernement Mossadegh, le régime est renversé. Peu après des dizaines d'officiers militants ou sympathisants du Toudéh sont exécutés, les partis déclarés illégaux, les journaux interdits sauf ceux du régime.

On assiste alors à l'émergence de groupes marxistes : les fedayins du peuple qui prônent la lutte armée en Iran, en arguant de la nécessité de porter des coups aux institutions du régime par la lutte armée. Un autre courant plus intellectuel est favorable à la propagande parmi les ouvriers, pour aboutir à un gouvernement ouvrier.

Il ne faut pas non plus négliger le rôle des minorités ethniques en Iran, elles sont niées par la politique du Shah qui leur impose la langue et la culture officielles. On assiste alors au Kurdistan à l'opposition d'une organisation impulsée par des intellectuels, « le Komola », laquelle ignorée par les Britanniques, intéresse fortement les Russes désireux par ce moyen d'acquiescer une influence sur la population. Ils y arrivent en imposant le premier chef d'État d'un gouvernement kurde, Ghazi Mohammad, et étendant également leur influence en Azarbayedjan. Ces deux régions autonomes, soutenues par l'URSS, sont réprimées par l'armée iranienne.

La situation du pays va en se dégradant, nomades qui s'opposent à la sédentarisation, paysans contre les effets de la réforme agraire, population privée de tous les moyens d'expression. Le mythe de l'invulnérabilité du régime est ébranlé par la lutte armée et la terreur vis-à-vis de certains dirigeants, que pratiquent certains intellectuels minoritaires.

Le régime policier institue la torture, le père du Shah lui-même s'intéressait quotidiennement aux résultats de la torture.

LE SOULÈVEMENT DE 1978

Ce ne sont pas les partis - pratiquement inexistantes et non structurées - qui sont à l'origine du soulèvement de 1978 mais au contraire le peuple sous l'influence de la religion. L'occidentalisation à outrance que veut imposer le Shah aux Iraniens, produit un effet inverse de celui escompté. Le fossé s'accroît entre le Shah et les religieux ; situation dont vont se servir les forces politiques - y compris les marxistes - pour lutter contre le régime du Shah sous la bannière de l'Islam. Les religieux demeurant la seule force solidement organisée, arrivent à canaliser la colère de la masse dans leurs propres structures. Ils disposent de 3000 cercles d'études et 180 000 mollahs, prêcheurs dont le rôle est de faire appliquer la loi coranique.

Les mouvements de grève sont également soutenus par les finances d'une certaine couche de la bourgeoisie locale dont les intérêts sont remis en cause par la pénétration des capitaux étrangers. Parmi les grèves, celles du secteur pétrolier, ont une influence fondamentale dans la révolte.

Comme dans la Russie de 1917, l'initiative est partie du peuple, mais celui-ci n'étant pas conscient de sa propre force, il l'a laissée récupérer par les religieux qui ont pu ainsi asseoir leur pouvoir.

Il reste à savoir comment l'armée iranienne, la plus puissante du Moyen-Orient a pu céder face à un peuple sans armes. La question reste obscure. On peut formuler l'hypothèse qui affirmerait que le nouveau régime avait déjà l'approbation des Américains. Comment une armée si violente contre les Kurdes, s'est-elle rangée pacifiquement aux côtés de la masse révoltée ?



D'UN DICTATEUR A L'AUTRE

La tentative d'instaurer un libéralisme de la part du Shah n'est pas acceptée par la population. Bakhtiar fut la dernière carte du Shah, mais dès que celui-ci fit part de sa collaboration avec l'ancien régime, il fut rejeté. Le Shah, sans appui s'exila. C'est alors qu'arrive triomphalement Komeiny, accueilli par cinq millions de personnes. Komeiny tente rapidement de contrôler le pays, par la création des comités de gardiens de la révolution islamique. D'après certaines informations, les Kurdes mettent sur pied leurs propres milices et comités de quartier, et aspirent à leur autonomie globale. Le régime s'y oppose et tente de dissoudre les comités locaux pour les remplacer par les comités islamiques.

MINORITES ETHNIQUES ET FEDERALISME

La solution pour les minorités ethniques doit être celle déjà envisagée par

les camarades Iraniens considéré comme une des difficultés premières du développement du mouvement anarchiste en Iran, le manque de publications traduites en persan le privant de bases solides dans sa formation et la propagande. Ces camarades recherchent aussi tout contact avec des iraniens résidant en Europe ou non, et désirant œuvrer pour l'anarchisme, ou le fédéralisme.

Groupe FRESNES-ANTONY

les anarchistes ; créer un Etat kurde n'est pas une solution pour ses habitants, car cet Etat ne pouvant établir un rapport de forces économiques, se ranga aussitôt sous la tutelle d'une puissance étrangère.

Un Etat sera toujours oppresseur, même s'il est dominé maintenant, il aura demain le rôle d'opresseur. La seule solution serait d'abolir l'Etat et de créer un système fédératif entre toutes les minorités ethniques. Cela n'est le programme d'aucun parti et sûrement pas du parti démocrate kurde largement influencé par le marxisme-léninisme. Nous sommes d'accord sur le fait que chaque ethnie défende son identité, mais à condition de ne pas remettre ses particularités entre les mains d'un Etat.

LES PROMESSES DE LA RELIGION ISLAMIQUE

Les femmes ont pris le relais des minorités ethniques dans la contestation. Elles se sont révoltées contre les lois islamiques qui les obligent à porter le voile, à rester chez elles enfermées, exclues de toute vie politique et économique. D'après Kate Millet qui aurait eu l'occasion d'assister à ce mouvement il eut également un caractère libertaire, dans la mesure où il ne fut pas téléguidé par les partis : il était composé de groupes se développant un peu partout et coordonnant leurs actions sans être chapeautés par des personnalités. La répression contre les homosexuels est terrible : souvent flagellés, on les exécute peu après, sur place et sans jugement.

La presse qui ne suit pas la ligne de la révolution islamique est interdite. Pour comprendre la doctrine du régime, on peut lire les trois livres de Komeiny. L'organisation religieuse doit se confondre avec la structure de l'Etat. Le gouvernement islamique est démocratique, mais dans cette démocratie, les lois dépendent du Coran et de la tradition du prophète. Les lois qui ne peuvent émaner que du seul et unique saint prophète, ne peuvent être ni contestées ni modifiées.

Les trois aspects (législatif, exécutif et judiciaire) des systèmes constitutionnels sont remplacés par un conseil religieux qui fixe aux différents ministères leur programme en accord avec la religion, et définit la ligne générale du pays. Komeiny donne aussi comme but à tout homme valide de participer à la guerre de conquêtes et de faire appliquer la loi coranique d'un bout à l'autre de la terre, car tout pays laïque relevant de Satan est à envahir.

Komeiny considère qu'en appliquant une seule année « les lois politiques de l'Islam, on déracinerait toutes les injustices et toutes les immoralités dévastatrices. Il faut châtier les fautes par la loi du talion, couper la main du voleur, tuer l'assassin et non pas le mettre en prison, flageller la femme (ou l'homme) adultère ».

Pour être juge d'un tribunal coranique, il faut réunir sept conditions dont celle de ne pas être une femme. De tels juges pourraient traîner, selon Komeiny « vingt procès différents en une seule journée, quand la Justice occidentale met plusieurs années à les aborder. La Justice islamique est basée sur la facilité et la simplicité ». « Il suffit d'un seul juge islamique, accompagné de deux ou trois exécuteurs, d'une plume et d'un encrier pour rendre un jugement dans n'importe quel cas, et le mettre à exécution ».

Il est peut-être encore trop tôt pour parler du programme économique du pays, mais le trait fondamental que l'on peut retenir de la politique islamique est la récupération du soulèvement et la consolidation de son appareil étatique.

RAHSEPAR

Comme le DUCE...

le PARTI a toujours raison !

À u comité central du 26 avril 1978, Henri Fiszbín se faisait remarquer en se démarquant de ceux qui dénonçaient chez certains camarades « un dérapage de pensée » conduisant à terme « à la liquidation du parti ». Les camarades en questions n'étaient autres que les militants critiques du genre Ellenstein. Comme par-dessus le marché (sans jeu de mots), *Paris Hebdo*, le journal de la fédération de Paris du PCF dont Fiszbín était secrétaire, se permettait de passer des articles critiquant la direction du PC, il fut décidé de remettre un peu d'ordre dans cette fédération « contestataire ». Leroy, le sinistre, fut chargé de la besogne. *Paris hebdo* fut sabordé et sous le prétexte qu'à Paris le PC avait enregistré un recul électoral, on dénonça la politique menée jusqu'alors par la fédération de Paris. En dernier ressort, on démissionna son secrétaire... pour raisons de santé. Jusque là, le scénario est tout ce qu'il y a de plus classique.

En décembre 1978, le comité central entérinait l'épuration et comme le veut la coutume, on demanda à Fiszbín de faire son auto-critique. Surprise, ce dernier s'y refusa.

L'affaire aurait pu en rester là, si le 29 octobre dernier, au terme d'une réunion plutôt houleuse, Fiszbín et ses collaborateurs de l'ancienne direction fédérale n'avaient réussi à arracher une réhabilitation du nouveau comité confédéral. Celui-ci reconnaissait en effet que l'ancienne direction dont « on lui avait caché les causes réelles de sa démission, n'avait pas démerité ». Fiszbín pouvait jubiler. Il avait gagné une bataille importante : il ne lui restait plus qu'à gagner la guerre en obtenant une réhabilitation publique de la part de la direction du parti.

A priori, cela semblait jouable. Le super-stalinien Leroy ayant été évincé, Marchais cherchait la conciliation et il allait même jusqu'à proposer à Fiszbín de reprendre du service en s'occupant du travail en direction des employés. Pour celui

qui peu de temps auparavant, on traitait encore « d'eurocommuniste droitier » et que l'on accusait de vouloir du PCF à Paris « le parti des employés », cela constituait de fait une réhabilitation... même si elle ne manquait pas de sel. Fiszbín refusait néanmoins cette main tendue, en exigeant au préalable une réhabilitation publique de sa politique.

La réunion du comité central des 7 et 8 novembre s'y refusa. Fiszbín avait perdu son pari !

Nombreux sont ceux qui déplorent ce refus de la direction du PCF de reconnaître tout haut les erreurs qu'elle reconnaît tout bas. Nombreux sont même ceux qui s'étonnent d'une telle attitude. Heureux les pauvres d'esprit, disait quelqu'un, le royaume des cieux leur est grand ouvert. Quant à celui de l'intelligence politique, il est à craindre qu'ils n'y mettent jamais les pieds !

Certes, depuis quelques années, la poussée contestataire se fait plus forte à l'intérieur du parti. On n'agonit plus d'insultes les « dissidents ». On ne les exclut même plus à tous les coups. De là à croire que le PCF se soit engagé sur la voie de la démocratisation, il n'y a qu'un dant qu'un pas. A moins d'avoir la patience d'attendre... dix mille ans !

Pour l'heure, le PCF reste ce qu'il a toujours été : un parti profondément léniniste et par conséquent stalinien. Le centralisme bureaucratique lui colle à la peau comme l'uniforme au militaire, et croire en la possibilité de le faire évoluer, de l'intérieur comme de l'extérieur, est une illusion qui a brisé des générations entières de militants. D'ailleurs, le parti ne voit pas et ne peut pas voir l'utilité qu'il y aurait pour lui de changer. Comme son maître Marx, il a découvert le sens de l'HISTOIRE et en conséquence, il ne peut qu'avoir toujours raison. Hier, aujourd'hui... et demain !

Qu'on se le dise, on ne discute pas avec les brouettes... on les pousse !

Hervé Claude LAPIDAIRE

Association patronat-syndicats : association d'exploiteurs

Chouette automne à vrai dire ; on attendait le grand chambardement syndical face aux attaques répétées des saligneurs qui nous gouvernent. On nous promettait une rentrée explosive, on nous disait que les travailleurs allaient répondre massivement aux coups que le capital leur porte. Et puis, non ; rien de tout ça.

La machine bien réglée du capitalisme continue de tourner en s'adaptant aux circonstances, et les quelques « grévettes » par-ci, par-là, ne font pas long feu. Les bureaucrates syndicaux im-

plorent des négociations, écrivent à des ministres. Patronat et syndicats se mettent d'accord pour mieux faire avaler la pilule aux travailleurs qui, eux, de leur côté, suivent gentiment leur Séguin, leur Maire ou leur Bergeron. Sans doute, nous autres anarchistes, ne nous en étonnons pas et nous n'avons que trop conscience du rôle joué par le syndicalisme : à savoir qu'il est un rouage essentiel du système capitaliste et salarial. Son rôle est de contrôler le prolétariat, de canaliser ses potentialités de révolte. Qui peut sans rire attribuer

suite p 9

DOSSIER EDUCATION

EN GUISE D'INTRODUCTION...

Les raisons qui nous ont poussés à consacrer un dossier du *Monde Libertaire* au problème de l'éducation sont multiples. La seule description de la réalité de l'enfance et de l'éducation aux quatre coins de la planète, suffit à susciter la révolte et, par contrecoup, le désir de remplacer l'oppression et la mise en condition présentes par de nouveaux rapports adultes-enfants basés sur la liberté. Que l'on ne s'étonne donc plus si dans le *vieux monde et l'enfant*, le regard que nous posons sur ce paria entre les parias qu'est l'enfant, est mouillé de larmes de rage.

Révoltés, nous le sommes assurément. Jamais nous ne pourrions pardonner qu'on ait volé notre enfance. Jamais nous ne pourrions accepter que l'on continue à voler l'enfance des hommes et des femmes de demain. Ceci étant, notre révolte s'accompagne d'un désir, au moins aussi intense, de comprendre au mieux les tenants et les aboutissants de ce que nous dénonçons. Dans *l'éducation autoritaire, structure fondamentale de l'aliénation*, nous brosons un tableau d'ensemble du phénomène éducatif autoritaire et de son rapport dialectique avec le capital privé ou d'Etat. Faute de place, nous n'abordons cependant de manière détaillée, que l'un des aspects de cette systématique de la mutilation : c'est l'école qui en fera les frais dans *Delenda est scola*.

Une fois les faits établis et explicités au mieux, la question de savoir s'il faut, d'ores et déjà, se battre sur le terrain éducatif, se pose immanquablement. Dans *Education et révolution*, nous concluons à la nécessité de conjuguer la liberté de l'enfant au présent, sans attendre les lendemains soi-disant chantants d'un pseudo-hypothétique grand soir. Nous concluons aussi à la nécessité de ne pas faire n'importe quoi, et

surtout de ne pas sombrer dans l'illusion pédagogique qui voue la plupart des expériences actuelles de pédagogie anti-autoritaire à l'échec systématique. Nous exprimons tout cela dans *les jusqu'au-boutistes de la liberté de l'enfant et l'illusion pédagogique, maladie infantile de l'éducation libertaire*.

Pour bien marquer la différence qu'il peut y avoir entre ces voies de garage de la liberté de l'enfant et l'éducation libertaire - partie prenante de la lutte pour une société libertaire - il nous a semblé indispensable, malgré notre refus d'enseigner l'avenir dans le corset de schémas préétablis, de définir les concepts-clés de l'éducation libertaire. Pour ancrer cette théorisation de l'éducation libertaire dans la réalité, nous ne citons cependant qu'un exemple : celui de *La Ruche*. Le manque de place, seul, nous a conduits à limiter ainsi nos références historiques, malgré la richesse de l'histoire de l'anarchisme en la matière.

Entre ce que pourrait être l'éducation libertaire et ce qu'elle est, on peut, à juste titre, se sentir frustré. Et, à l'instar de Zazie, certains ne manqueront pas de nous dire : *tu causes, tu causes, c'est tout ce que tu sais faire*. Que l'on se rassure ; nous ne sommes pas du genre à nous contenter de parler de l'avenir en pleurant sur le passé. Notre volonté de transformer les choses, ici et maintenant, est réelle.

Et si nous n'avons de solutions toutes faites, nous avons néanmoins quelques idées qui ne demandent qu'à se concrétiser. Là, ce n'est plus seulement notre affaire !

Jean-Marc RAYNAUD
Hervé-Claude LAPIDAIRE

Le vieux monde et l'enfant

J'aimais jouer, on m'a appris à tricher. J'aimais la gaieté, on m'a appris la tristesse. J'aimais rêver, on m'a appris à voir les choses en face. J'aimais plaisanter, on m'a appris à être sérieux et à voir en face de moi que des choses. Quand spontanément, je m'élançais vers les autres pour entamer un dialogue, on me disait de me méfier d'eux. Quand, tout aussi spontanément, je me laissais emporter par le plaisir de découvrir mon corps et mon sexe, on me disait de me méfier de moi. A mon désir insatiable de tout connaître, on a substitué l'obligation d'apprendre. A mon appétit de création, on a substitué le dégoût du travail. S'il m'arrivait de rire à gorge déployée, on fronçait encore les sourcils. S'il m'arrivait de pleurer sans retenue, on fronçait encore les sourcils. Partout et toujours, mes désirs et mes envies ont été canalisés de force dans le tunnel sans fin de l'uniformité. A part ça, j'ai eu une enfance heureuse.

J'aurais pu aborder la vie chaussez de bottes de sept lieues ; on m'a affublé de rangiers qui me blessent à chaque pas. De l'enfant joyeux qu'il m'arrivait de moins en moins d'être, l'éducation que j'ai reçue, a fait un petit vieillard triste et propre. Je maudis ceux qui m'ont si méticuleusement rogné les ailes qu'à chaque fois que j'ai quelques velléités de les déployer pour tenter de m'envoler à la découverte des espaces infinis de la vie, je ressemble à un gros insecte, battant besogneusement l'air de ses pauvres moignons. Je maudis ceux qui m'ont volé ma jeunesse.

Quand j'entends des tubes digestifs à deux pattes pleurer leur jeunesse passée entre deux rots gras, j'ai envie de sourire. Quand je les entends dire avec assurance que l'enfance est le plus bel âge de la vie, j'ai envie de hurler : « salauds ! ». Vous faites des gosses sans trop savoir pourquoi et même s'il vous arrive de croire les aimer, vous n'avez de toute façon de cesse qu'ils soient façonnés à votre image. Au fond, vous vous coupez ravagés par la haine, vos familles sordides, vos écoles-casernes, vos casernes-écoles... vous faites de l'éducation une mise en condition, une éducation. Vous êtes régnants ! Votre résignation à la survie vous rend insupportables les regards pleins de vie de vos enfants. Vous ne leur pardonnez pas d'être ce que vous auriez bien aimé être.

En fait, dans les sociétés patriarcales où le capital privé ou d'Etat a fait son nid, l'enfant se trouve être un paria entre les parias. Le prolétaire subit le capital ; la femme du prolétaire : le capital et le prolétaire ; l'enfant du prolétaire : le capital, le prolétaire et la femme du prolétaire.

L'éducation autoritaire, structure fondamentale de l'aliénation

Dans *Psychologie de masse du fascisme*, Wilhelm Reich démontre de manière magistrale que la résistance des individus et des masses au changement est loin de ne s'expliquer que par la seule pression de l'environnement politique, économique et social. D'une part, les opprimés de tout ordre ont tellement INTERIORISÉ l'oppression dont ils sont l'objet, qu'ils en arrivent souvent à la justifier. D'autre part, même quand tout cela n'est pas, l'aspiration à la liberté qui sommeille au fond de chacun de nous, a un mal infini à s'exprimer, tant est grande la peur d'accéder à cette même liberté. Le concept d'équilibre névrotique illustre à merveille cette dialectique du plaisir-angoisse. En clair, le système dominant au royaume du Capital d'Etat et privé ne se contente pas d'exploiter la force de travail des individus ou de les opprimer au plan politique et social. Il a réussi le tour de force d'aliéner en nous toute capacité de révolte authentique. Non seulement il nous a mis des chaînes aux pieds, mais - oh comble d'ironie ! - il nous en a mis dans la tête, et des bien pires, du genre que l'on se forge soi-même.

Aussi, si on se contente de modifier l'infrastructure économique et politique du vieux monde sans aucunement toucher aux institutions diverses qui modèlent le psychisme des individus, on sombre inévitablement dans l'illusion du changement, prélude assuré au changement d'illusions.

Au fascisme brun succède alors le fascisme rouge ; à l'antisémitisme de droite, l'antisémitisme de gauche ; à l'Etat bourgeois, l'Etat ouvrier ; aux fils syndiqués, des fils syndiqués ; à l'éducation autoritaire bourgeoise, l'éducation autoritaire marxiste ; à l'alcoolisme, l'alcoolisme ; à la misère sexuelle, la misère sexuelle...

Tout le monde prétend pourtant l'aimer, cet enfant ! Chacun à sa manière, mais toujours en niant sa réalité propre. Dans le vieux monde qui est le nôtre, l'enfance n'existe tout simplement pas. Elle n'est qu'une étape vers l'âge adulte et en conséquence, il s'agit avant tout de tuer l'enfance dans l'enfant pour en faire un petit adulte, un petit vieux. Le vieux monde fabrique des enfants à son image. Une image insupportable !

Hervé-Claude LAPIDAIRE

Et il en sera ainsi tant que l'on n'aura pas compris une bonne fois pour toute que l'exploitation et la domination d'une classe sociale sur une autre, ne sont pas seulement basées sur les rapports de production, mais aussi sur la reproduction des conditions de la production. L'ALIENATION que secrète le capital est en effet une TOTALITÉ qui recouvre sans exception tous les aspects de la vie, et ses différents éléments constitutifs ont tissé entre eux une tel faisceau de relations interdépendantes que si l'un d'eux se voit contesté jusqu'à mourir de mort violente, la présence solidaire des autres lui permettra immanquablement de renaître, soit sous sa forme originelle, soit drapé dans un nouvel habit. La bête que nous voulons abattre est une hydre dont il ne sert à rien de couper quelques têtes. Pour en sortir, il faudra les couper toutes d'un coup.

Dans le système capitaliste privé ou d'Etat, l'homme est aliéné au plan économique, c'est assez simple à comprendre ; mais il l'est également au plan psychologique, culturel, sexuel... car c'est dans ces différents domaines que le Capital matérialise à loisir l'IDEOLOGIE dominante qui lui permet d'être accepté par ceux qu'il exploite et opprime. L'éducation autoritaire qui passe essentiellement par la famille patriarcale et par l'école, entre tout à fait dans ce cadre, dans la mesure où elle ne vise au fond qu'à modeler la jeunesse pour l'intégrer à l'ordre existant et, surtout, pour le lui faire accepter. Mieux, comme elle ne se contente pas d'une banale mise en condition, mais qu'elle aboutit à faire de ceux qu'elle conditionne les propres gestionnaires de leur mise en condition, elle constitue un rouage essentiel de la machine.

Elle produit des castrés qui, non seulement acceptent leur castration, mais qui, de plus - si je puis me permettre - participeront activement à la castration de leur progéniture, et ainsi de suite... Elle se trouve au centre du processus de la reproduction de l'aliénation. En véhiculant et en faisant véhiculer les concepts de base des structures fondamentales de l'aliénation tels : l'autorité, la hiérarchie, la délégation de pouvoir, la misère sexuelle et autre... l'éducation autoritaire s'affirme comme l'une des structures fondamentales de cette aliénation.

Jean-Marc RAYNAUD

Education et Révolution

A l'heure où la grande vague partie à l'assaut du vieux monde le temps d'un printemps trop bref, se retire lentement, en laissant pourrir ses illusions sur la grève de l'histoire, prétendre intégrer l'éducation dans une dynamique révolutionnaire, peut sembler quelque peu désuet. Le mouvement communautaire, la lutte des femmes, la nébuleuse écologiste, les luttes de libération sexuelle, les alternatives éducatives du genre « écoles parallèles »... qui ont matérialisé ces dernières années cette volonté fantastique de conjuguer la révolution au présent et au quotidien, s'éteignent lentement après avoir brillé de mille feux. La crise économique qui ravage les pays industrialisés, réveille les problèmes touchant à la « qualité » de la vie au second plan des préoccupations d'individus qui pensent avant tout à survivre. Les archaïques de la révolution qui puisaient leur inspiration dans un productivisme sorti tout droit du XIX^e siècle, relèvent la tête. Plus que jamais, leurs propos s'avèrent pleins de morgue à l'encontre de ceux qui, partis pour changer la vie, en sont arrivés à ne changer que de vie. Plus que jamais, entre la dialectique de la résignation qui conduit à remettre à demain ce qu'on peut faire aujourd'hui ce qui ne sera peut-être même pas réalisable demain, l'impuissance à modifier réellement les choses, apparaît comme un dénominateur commun qu'il ne serait peut-être pas inutile d'analyser sérieusement.

En fait, à l'origine de cette double impuissance, se trouve la même incompréhension du caractère GLOBAL et TOTAL de l'ALIENATION secrétée par le système dominant. Four ceux qui pensent que l'économie détermine de manière fondamentale le politique, le social et l'idéologique, la chose est particulièrement flagrante. Les rapports de production ont beau déterminer les superstructures idéologiques, l'inverse s'avère également exact.

Le totalitarisme, les goulags et la misère généralisée qui caractérisent la vie quotidienne au-delà du rideau de fer, sont là pour nous rappeler que l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme ne déprécient nullement une fois l'expropriation de la bourgeoisie capitaliste réalisée. Vouloir tout expliquer, l'histoire y compris, à travers l'économie, relève à l'évidence d'un mécanisme primaire dont les faits eux-mêmes démentent l'apparente logique. Et affiner cette démarche mécaniste en opérant un distinguo subtil entre le front principal (économique et politique) et une infinité de fronts secondaires (tout ce qui touche à la vie quotidienne et à l'idéologie), ne change rien à l'affaire.

Si on veut abattre une bonne fois pour toutes l'hydre de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme, il convient de lui trancher toutes les têtes d'un coup. En conséquence, il s'avère impératif de mener, dès aujourd'hui, la bagarre sur tous les fronts à la fois, sur celui de l'économie comme sur celui de l'éducation.

Ceci étant, pour que l'éducation, l'écologie, la sexualité, participent à l'insurrection généralisée contre le vieux monde, encore faut-il ne pas quitter une hiérarchie donnée de la révolte pour sombrer dans une autre, tout aussi illusoire. S'arrêter à croire que c'est seulement ou essentiellement par le biais de l'éducation, de l'écologie ou de la sexualité, que l'on pourra transformer les choses, est une illusion du même ordre que celle qui met l'économique ou le politique au premier rang de ses préoccupations.

Il faut le dire et le répéter, il n'est pas d'élément constitutif de l'aliénation qui soit un facteur premier d'explication du phénomène dans son ensemble. En ce sens, s'il est absolument nécessaire de se battre sur chaque front de l'aliénation, il est encore plus impératif de n'en négliger aucun. La révolution sera à l'image de l'aliénation qu'elle combat - totale - ou bien elle ne sera pas. La déléguance systématique de tous ceux qui, à travers les communautés, l'éducation ou la sexualité, ont cru pouvoir échapper au système dominant ou le grignoter de l'intérieur, est tout entière inscrite dans cette problématique.

Où, l'éducation libertaire est un aspect de la subversion révolutionnaire. Et en ce sens, il est impératif de ne pas attendre les lendemains qui chantent d'un pseudo-hypothétique grand soir pour commencer à libérer l'enfant de l'oppression familiale, scolaire et sociale.

Il est cependant tout aussi impératif de lier cette lutte à toutes celles qui se préoccupent de changer la vie, ici et maintenant, et à toutes celles qui se mènent sur le plan économique et politique. Car c'est seulement de leur coordination que dépendra l'insurrection généralisée qui abattra le vieux monde.

Jean-Marc RAYNAUD

DOSSIER EDUCATION

DELENDAST EST SCOLA!*



Quand en 1971 parut le livre d'Ivan Illich *Une société sans école*, c'est un véritable vent de stupéfaction qui parcourut les rangs, un instant resoufflé, de tous ceux qui, de près ou de loin, s'intéressaient à l'éducation. Jamais, au grand jamais, les tenants d'une école bourgeoise, laïque, gratuite et obligatoire, comme ceux d'une école socialiste à la mode marxiste-léniniste n'auraient osé imaginer qu'un qui aurait l'audace de rejeter le concept même d'école. Même A.S. Neill, le pape de la liberté en matière d'éducation, en reconnaissait implicitement la nécessité. A l'évidence, Illich ne pouvait être qu'un demi fou et au mieux un illuminé.

L'école, en tant qu'institution émanant directement de l'Etat, est en effet de création récente. C'est à l'époque du capitalisme sauvage, alors que l'analphabétisme et le travail des enfants, étaient monnaie courante, que la pression des classes opprimées a réussi à arracher la satisfaction de cette revendication de toujours à la bourgeoisie. Depuis, l'école est quasi unanimement reconnue comme une étape importante dans la longue marche de l'humanité vers son émancipation. Un progrès considérable en quelque sorte, le genre d'acquis sur lequel il n'est pas pensable de revenir. Remettre en question l'école, chose à laquelle ne se risquent même pas les plus féroces conservateurs de nos sociétés industrielles, ne peut que s'inscrire dans la perspective insensée d'un retour à un passé révolu. Comme Illich est bien connu pour être un « progressiste », la conclusion s'impose d'elle-même. Il s'agit là d'une des ses facettes habituelles. Rien de bien sérieux en conséquence.

L'unanimité qui existe entre l'ensemble des forces politiques de ce pays sur la non remise en cause de l'institution-Ecole, à quelque chose de touchant, d'étrangement significatif. Au fond, quand on y réfléchit quelque peu, leurs désaccords ne concernent que l'apparence des choses ; sur l'essentiel, l'unité est réelle. A l'armée bourgeoise, on oppose l'armée populaire, au nucléaire capitaliste la nucléaire socialiste, et il en sera de même pour la plupart des institutions qui s'épanouissent à la fois au royaume du Capital ou dans celui des nouveaux tsars. A la couleur près, le squelette des sociétés capitalistes et socialistes autoritaires, est dramatiquement identique.

Pour les révolutionnaires que nous sommes, il est fondamental de prendre conscience de la réalité de cette communauté institutionnelle existant entre les technocrates de l'Est et de l'Ouest. Les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets, aussi, si nous ne nous astreignons pas à une réflexion théorique de fond sur la nature, la structure et la fonction de ces institutions, si nous nous révélons incapables de forger et de rendre crédibles de nouveaux concepts et de nouvelles institutions sociales, notre volonté de construire un monde où serait bannies à jamais l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme, risque de n'être qu'un vœu pieux.

Nature de l'institution école

L'école, nous l'avons vu, est généralement perçue comme une institution de création relativement récente. On a coutume de faire coïncider son apparition avec celle du capitalisme ; le développement de l'industrie nécessitant une main-d'œuvre adaptée, dotée d'un minimum de savoir. Cette thèse, véhiculée par l'idéologie marxiste, est séduisante à bien des égards. Elle permet d'expliquer entre autres, la distanciation existant entre l'illusion démocratique qui colle à la peau de l'école capitaliste et une réalité toute en sélection à caractère de classe, permettant de doter les futurs prolétaires de la seule quantité d'instruction nécessaire à leur insertion dans le contexte économique. Ainsi, l'école serait une institution caractéristique de toute société accédant

au stade d'une économie industrielle (complexité du Savoir à transmettre nécessitant l'existence d'une institution spécialisée dans cette tâche) et son caractère sélectif, limitant le plus grand nombre dans son droit légitime d'accéder au Savoir et à la culture, ne serait que la conséquence du seul système capitaliste. De là la croyance profonde en la capacité de l'école de l'Etat socialiste à réaliser effectivement l'illusion démocratique de l'égalité des chances. Bref, toute société à économie complexe de type industriel ou post-industriel, impliquerait l'existence de l'institution Ecole. En conséquence, détruire l'école serait chose absurde, la réformer suffirait amplement.

Un certain nombre de faits démentent cependant cette vision des choses, résolument optimiste, dans sa croyance en la transformation de l'institution Ecole. C'est ainsi, par exemple, que dans un certain nombre de pays africains où l'économie est encore loin d'avoir atteint le stade industriel, cela n'empêche nullement l'institution Ecole de se développer. Idem pour Charlemagne ou l'empire romain. Prétendre qu'il s'agirait en l'espèce d'accidents historiques, ne serait pas très convaincant. En fait, et c'est bien là le fond du problème, l'école n'apparaît que lorsque qu'une société se dote de l'institution étatique. Cela éclaire le problème d'un tout autre jour. C'est par sa nature même d'institution étatique que l'école opprime, mutilé l'enfant. La caractéristique capitaliste ou socialiste autoritaire n'entraîne qu'une différence formelle dans la manière de réaliser cette oppression.

Structure de l'institution école

Concrètement, l'école est un lieu clos, spécialisé, prenant en charge un temps donné de la vie de l'être humain : l'enfance. D'un point de vue général, c'est une institution qui participe de la démarche globale de l'Etat, de sa volonté totalitaire de diviser à l'extrême le temps et l'espace, pour rationaliser la gestion et l'exploitation de l'individu.

Sur le plan de l'espace, l'école est indiscutablement un lieu clos où, au moins six heures par jour, on enferme les enfants pour soi-disant leur transmettre le sacro-saint savoir. S'attarder à décrire cet univers comme sinistre, sans joie, recréant à profusion ennui, tristesse et repli sur soi, ne présente que peu d'intérêt. Il s'agit là d'une évidence et à tout le moins d'un aspect de plus en plus connu de l'école. En isolant l'enfant du monde extérieur pendant des années, l'école fige littéralement la vie qui bouillonnait en lui avant qu'elle le prenne en charge. Dans le milieu familial, malgré le rôle répressif qu'il exerce à son encontre, l'enfant dispose généralement encore d'une énergie créatrice fantastique. Après son passage par l'école, il en ressortira brisé, éteint, stéréotypé, mutilé à jamais dans ses potentialités créatrices.

S'arrêter à penser que l'école puisse présenter un autre visage, relève du domaine de l'illusion. La structure spatiale de l'école nie totalement cette possibilité. Le meilleur exemple à cet égard est celui de l'université de Vincennes. L'ouverture de la fac aux non bacheliers, qui fit passer cette université du stade de lieu clos à celui de lieu ouvert sur la vie, fut très rapidement insupportable à l'administration universitaire. En effet, toute société étatique, totalitaire par définition, est animée par le désir viscéral de prendre en charge, à tous les niveaux, la vie de l'individu. Pour ce faire, la division de l'espace et du temps où évolue l'homme est un élément essentiel dans sa stratégie. A l'école (elle-même divisée en sections et sous-sections techniques, intellectuelles, artistiques...) on apprendra, à l'usine on produira, dans certains lieux spécialisés on consommera du loisir... C'est pourquoi, vouloir RÉUNIFIER l'individu ÉCLATÉ dans l'espace en faisant pénétrer la vie à l'école, ou en ouvrant aux travailleurs ou aux loisirs, est fondamentalement antinomique de l'institution elle-même. Par voie de conséquence, toute

tentative de ce genre ne peut être perçue que comme subversive, visant à terme la désintégration de l'institution.

Non content de participer à l'éclatement de l'individu, en l'enfermant dans un lieu clos spécialisé, l'école parachève encore ce processus en lui ajoutant la dimension temporelle. En effet, l'école ne concerne qu'un temps donné de la vie de l'individu : l'enfance. Les tentatives visant à démontrer la capacité de l'école à s'ouvrir aux adultes ou aux vieillards ne sont en fait que pourvue aux yeux. La structure même de l'école, partie prenante d'un processus de division de la vie de l'individu dans le temps et l'espace, est un élément capital pour la compréhension de la véritable fonction de cette institution.

Fonction de l'institution Ecole

Emanation directe de l'Etat, enfermant l'enfant dans un lieu clos spécialisé, la véritable fonction de l'institution-Ecole saute aux yeux. Il ne s'agit ni plus ni moins que de préparer l'individu, l'enfant en l'occurrence, à vivre dans un système totalitaire qui continuera de le prendre en charge à tous les niveaux. Quel que soit la forme, l'aspect ou la quantité de savoir qu'aura ingurgité l'enfant pendant son passage à l'école, il ne sera à son arrivée sur le marché du travail et dans la vie en général, qu'un individu mutilé, « spécialisé » dans un domaine bien particulier et en conséquence, profondément nécessaire des autres institutions spécialisées d'une société étatique totalitaire. A la vérité, l'école a une fonction essentiellement idéologique.

Dans les sociétés primitives dépourvues d'Etat, comme dans les sociétés agraires où l'Etat ne s'est réduit qu'à quelques-uns de ses éléments essentiels (police, armée, finance...), l'enfant échappait plus ou moins à cette pression idéologique de l'école. La fonction éducative de la famille, du village ou de la société dans son ensemble, contrebalançant l'influence de l'école. Aujourd'hui, à l'heure où la famille traditionnelle éclate (le père et la mère travaillent), où l'exode rural et la recherche d'emploi amènent à cette même famille (réduite au couple) à se transbahuter de cités-dortoirs en cités-dortoirs et à vivre dans un isolement total en anonymat, l'institution-école prend une nouvelle signification. Elle se trouve investie d'une mission (d'une fonction) bien plus globale. La famille, en effet, se décharge sur elle de sa fonction éducative traditionnelle.

L'école est donc une institution qui correspond à un certain type de société. Emanation directe de l'Etat, même si elle n'en est qu'un aspect bien particulier, elle participe de la GLOBALITÉ, de sa démarche. Par nature, l'Etat est totalitaire et pour asséoir chaque jour davantage sa logique oppressive, il a besoin d'un nombre sans cesse grandissant d'institutions spécialisées, afin de couvrir au mieux la totalité des aspects de la vie de l'individu. Diviser pour régner, c'est la devise de la technobureaucratie.

Alors que l'être humain est par définition un être global, que ses potentialités créatrices touchent à tous les domaines de la vie, le rôle de l'Etat et de ses institutions spécialisées comme l'école, va consister à BRISER cette UNITÉ de l'individu. A cet effet, la vie de l'homme éclatera dans le temps et l'espace en une multitude de lieux et d'instant, et cela aboutira sous une apparence de diversité (spécialisation) à la production d'individus parfaitement stéréotypés sur le plan psychologique. L'enfant, l'adulte, le vieillard, le producteur, le retraité, le créateur, le consommateur, l'homme, la femme, le travailleur, le vacancier... ne sont que des aspects particuliers d'un même individu ÉCLATÉ. Un individu qui, avec sa vie littéralement divisée en tranches, devra météoriquement faire appel aux institutions spécialisées de l'Etat pour espérer son aspiration à la globalité. En

investissant ainsi le champ de la vie quotidienne, l'exploitation et l'oppression que secrète le système dominant, se transforme en aliéné. L'essentiel de la fonction idéologique de l'école consiste à préparer l'enfant à la désintégration de son être global, à le transformer en un véritable infirme, en un handicapé de la vie, qui, à chaque instant de son existence, réclamera assistance et PRISE en CHARGE.

C'est tout cela la logique de l'institution-école, et tout en présentant des différences certaines au niveau de l'apparence dans sa version capitaliste et marxiste, elle n'en cessera pas pour autant de remplir la même fonction. La réalité institutionnelle de l'école s'inscrit en plein dans le contexte global d'une société dominée par l'Etat et la technobureaucratie qui en a investi les différents rouages ; aussi, si l'on désire promouvoir un « modèle » sociétaire différent, fédéraliste et autogestionnaire par exemple, il ne faudra pas se contenter de détruire les institutions traditionnelles de l'Etat, il faudra aussi détruire l'école et un certain nombre d'institutions du même ordre. Prôner une école libertaire serait aussi ridicule et inefficace que prôner une police libertaire.

Du concept d'école à celui de lieu éducatif global et ouvert

Dans une société sans Etat et par conséquent sans école, l'éducation et la transmission du savoir n'en disparaîtront, bien entendu, pas pour autant ; aussi, s'interroger d'ores et déjà sur la place de l'enfant dans la société libertaire est une démarche qui s'impose. Avant que de l'entreprendre, écartons cependant quelques ambiguïtés.

Dans ce cas d'espèce, comme dans beaucoup d'autres d'ailleurs, mon propos n'est absolument pas d'enserrer le futur dans un schéma préétabli, à respecter à la lettre et à la virgule sous peine d'excommunication. Quoique prétend déterminer le futur avec un tant soit peu de minutie, ne peut être à l'évidence qu'un charlatan ou... un imbécile. Notre avenir, et il est absolument hors de question de revenir là-dessus, c'est nous tous que le construisons, qui en délimitons les contours et les structures quand il fera partie de notre présent.

Ceci étant, l'illusion spontanéiste du genre : on verra bien plus tard ce que l'on fera plus tard, a suffisamment fait la preuve de sa totale inefficacité pour qu'il puisse être question de la réinventer un seul instant comme attitude cohérente. En fait, sans pour autant baliser la route de l'avenir jusqu'à en faire une espèce d'autoroute, il est évident qu'esquisser un certain nombre de concepts autour desquels ce même avenir pourrait se structurer, existera, le moment venu, de s'engouffrer dans un certain nombre d'impasses. Mon ambition s'arrête là.

L'école, nous l'avons vu, est un lieu clos figeant le temps et l'espace, et assumant une fonction d'ordre essentiellement idéologique : préparer l'enfant à son insertion dans un système sociétaire totalitaire en faisant éclater au maximum son aspiration à la globalité. Pour échapper à ce schéma désintégrant, le remplacement du concept d'école par celui de lieu éducatif global et ouvert s'impose. Essayons d'en définir les aspects essentiels.

Concrètement, le bon sens commande de continuer à utiliser, au moins pendant un temps, les locaux qui portent aujourd'hui le nom « d'école » (maternelle, primaire, secondaire, supérieures). L'objectif essentiel sera d'ouvrir ces locaux à la vie, de les inclure dans la vie. Tout d'abord et pour amorcer une réunification de l'individu éclaté, on pourra les ouvrir sans aucune préférence aux enfants, aux adultes et aux vieillards. L'être humain, à n'importe quel âge de sa vie, doit en effet pouvoir accéder à la connaissance. On pourrait également développer cette ouverture en direction des parents, syndicats, gestionnaires de la commune, associations diverses... c'est-à-dire vers la

totalité des représentants de la vie sociale locale. Cette « école » sera la « chose » de tous. Par exemple, les syndicats pourront y transmettre leur savoir social propre, aussi bien à leurs adhérents qu'à tous ceux qui le désireront. Bref, le savoir transmis dans ce lieu éducatif global et ouvert ne sera plus un savoir désincarné, coupé de la réalité, émanant en fait d'une classe sociale bien déterminée, la bourgeoisie ; ce sera un savoir social concernant l'ensemble des aspects intellectuels, techniques, économiques... de la VIE. Appartenant à tous, le lieu éducatif devra à l'évidence être géré par tous. En attendant que les productions diverses y seraient réalisées, puissent permettre un auto-financement, la collectivité de tous ceux qui « bénéficieraient » des locaux devrait assumer la charge de l'entretien comme la rémunération des enseignants.

L'école « ainsi ouverte à tous et dispensant un « enseignement » global, serait, par ce seul fait, pénétrée par la réalité sociale environnante, mais il lui faudrait également s'inclure dans la vie locale et dans la vie en général. En clair, le lieu éducatif pourrait être une sorte de gare de triage recevant un maximum de gens dans ses locaux, mais également envoyant à l'extérieur un maximum de gens. En ce sens, et à titre d'exemple, les entreprises, fermes, théâtres... en liaison et collaboration avec le lieu éducatif, accueilleraient dans la mesure de leur possibilité les individus qui le désiraient. L'ouverture se conçoit donc comme étant à double sens, et dans cette optique, des réalisations comme les campus, physiquement coupés de la vie de la cité, sont à proscrire. Le lieu éducatif a sa place au cœur même de la cité.

En conclusion, l'ouverture et la globalité se révèlent des concepts dont la concrétisation ne devrait pas poser trop de problèmes. Leur compréhension demeure aisée. La notion de lieu éducatif par contre à toutes les chances de susciter des résistances. Dès lors que l'on prétend sortir du cadre étroit de la transmission du savoir, il faut s'attendre à voir surgir la peur de l'endoctrinement.

L'objectif central du lieu éducatif est en effet de permettre à l'individu, enfant ou adulte, d'épanouir au maximum la totalité de ses potentialités. Aussi, à un savoir social et global doit s'ajouter une pratique pédagogique libertaire dans la manière de transmettre ce savoir. Les rapports traditionnels enseignant-élève, par exemple, doivent éclater littéralement au profit d'une relation où l'enseignant pourrait parfois se retrouver enseigné et l'enseigné enseignant. En ce sens, le problème de la transmission du savoir acquiert une dimension éducative. Le lieu éducatif dispensera la connaissance, mais il dispensera également une certaine éducation dans la mesure où son but essentiel sera de permettre à l'individu d'accéder à la liberté, d'autogérer au maximum sa vie et son désir de savoir.

Ceci étant, le lieu éducatif n'a pas vocation à supprimer le rôle des parents ou de la société en général en matière d'éducation. Ce serait retomber dans l'impassé totalitaire de vouloir lui faire assumer l'intégralité de cette « mission ». La notion qu'entretient l'individu à la famille, à l'école et à la société, s'oppose à cette prétention. Le lieu éducatif global et ouvert n'est qu'un élément de l'éducation libertaire, elle-même élément particulier d'une société libertaire.

Jean-Marc RAYNAUD

*

*

*

* L'école doit être détruite, avant pu dire Latouche s'il avait été anarchiste. L'école laïque comme l'école confessionnelle, cela va de soi.

DOSSIER EDUCATION

Les « jusqu'aboutistes » de la liberté de l'enfant

Dans la critique que nous avons faite de l'éducation autoritaire, l'essentiel de nos coups a finalement porté sur un point bien précis : la négation de la spécificité de l'enfance, la négation de l'enfant. Il ne s'agit pas là d'un hasard. En effet, quelle que soit la manière dont elle se concrétise, l'oppression de l'enfant, consécutive à toute éducation autoritaire, passe toujours par sa négation. Dans tous les cas de figure, l'enfant se trouve au centre d'un PROJET qui fait immanquablement de lui un OBJET.

Que l'éducation autoritaire amène le petit russe à être un parfait marxiste-léniniste ou le petit français un tube digestif, rodé à sur la plus-value, n'a au fond que peu d'importance. L'essentiel se situe dans la démarche elle-même. Une démarche qui ne perçoit l'enfance que comme une ÉTAPE vers l'âge adulte. Une sorte de période de transition, ou encore... un mauvais moment à passer.

On le voit, l'éducation autoritaire ne se réduit nullement à sa caricature qu'est l'embarquement ou la mise en condition du genre Hitlerjugend ou jeunesse communiste. Dès lors que l'éducation a pour but de faire de l'enfant un adulte, on peut en effet dire qu'elle est autoritaire, car, en faisant d'un SUJET l'objet d'un projet, elle nie l'enfance en tant que période AUTONOME de la vie. Dès lors qu'elle constitue un projet PRÉÉTABLI, et le seul fait de ne considérer l'enfance que comme une étape préparatoire de l'âge adulte, implique à l'évidence l'existence d'un projet préalable. L'éducation devient oppressive, aliénante, autoritaire. Elle enferme l'enfant dans un programme tracé d'avance. Elle ne lui laisse pas l'ombre d'une chance d'épanouir les potentialités de sa réalité propre. Et comme le projet qui est le sien est obligatoirement à l'image de la réalité sociale dans laquelle elle baigne, elle ne vise, en fait, qu'à perpétuer l'ordre existant !

Le raisonnement est en soi imparable, et nombre de ceux qui, en réaction à l'oppression existante, tentent d'éduquer leurs enfants en renversant les valeurs dominantes, ne se rendent pas compte de l'inanité de leurs efforts. Les meilleures intentions du monde ne changent rien à l'affaire ; tout projet éducatif, qu'il soit d'essence bourgeoise, communiste ou... anarchiste, est par nature oppressif et autoritaire.

A ce stade de la réflexion que d'aucuns qualifieront d'absurde, on peut se demander en quoi l'éducation libertaire qui a pour projet la liberté de l'enfant et de l'homme, échappe à la malédiction de l'autoritarisme inhérent à tout projet. Certains pensent qu'elle n'y échappe pas. Imposer la liberté à l'enfant, nous disent-ils, c'est en quelque sorte lui faire violence ; on ne le laisse pas libre d'être ou ne pas être libre.

Il n'est pas de réponse à ce genre d'arguments, hormis le bon sens ou le spectacle lamentable de la réalité sur laquelle débouchent de tels propos. Pour ma part, c'est sans aucune hésitation que je fais le choix, en prônant une éducation libertaire, d'imposer la liberté à l'enfant. Je pense qu'il est possible de concilier la liberté de l'enfant conçue comme le respect de son autonomie avec l'apprentissage de la vie. Qu'on le veuille ou non, l'enfance est également une transition vers l'âge adulte et affecter de l'ignorer est aussi dramatique que de nier l'autonomie de l'enfance.

Au fond, l'éducation libertaire est le type même de projet anti-projet. Un genre difficile, assurément, car entre le risque d'autoritarisme qui parle constamment d'un projet préalable et celui du délire qui quette quiconque parle de liberté jusqu'à s'en saouler, la voie est éminemment étroite.

Hervé-Claude LAPIDAIRE

L'illusion pédagogique, maladie infantile de l'éducation libertaire

Que ce soit au niveau de leur propre famille, dans leur classe ou dans le cadre d'écoles parallèles, de crèches sauvages et autres regroupements de parents, nombreux, sont aujourd'hui, ceux qui tentent de conjuguer la liberté de l'enfant au présent. Les expériences pulvulent, des théories voient le jour, la littérature sur la question abonde. Il s'agit là d'un patent, et puisque nous nous inscrivons pleinement dans la démarche qui consiste à ne pas attendre demain pour agir, il n'est pas sans intérêt de nous situer par rapport à ce phénomène. A défaut d'autre chose, cela permettra au moins de lever certaines ambiguïtés !

La première chose qui saute aux yeux quand on se penche, ne serait-ce que brièvement, sur ce qui se dit et se fait aujourd'hui au niveau de la liberté de l'enfant, c'est l'incroyable disparité qui existe entre les différents éléments constitués de cette réalité. Entre Summerhill, Bemposta, les écoles parallèles, la non-directivité, la pédagogie institutionnelle, tendance Labrousse, la pédagogie institutionnelle, tendance Oury et Vasquez, la pédagogie Freinet... on peut même se demander ce qu'il y a de commun, hormis la volonté affichée d'apporter à l'enfant une certaine dose de liberté. A l'évidence, nous avons affaire, là, à une réalité grouillante et multiforme qu'il est extrêmement difficile voire arbitraire, d'enfermer dans le « carcan » d'une définition précise. Restons en donc au niveau du vague !

Dans le fourre-tout de ce qu'on a quand même coutume d'appeler la pédagogie libertaire ou anti-autoritaire, la disparité qui y règne en maître et qui voue la liberté de l'enfant à s'épanouir dans l'éphémère ou une marginalité sans perspectives, n'est en fait seulement un hasard. De l'incompréhension du caractère social de l'éducation, du caractère global de l'aliénation et du caractère total de la révolution, naît toujours l'illusion réformatrice et l'individualisme stérile. Dans la meilleure des hypothèses, la pauvreté d'une révolte réactionnelle étale son impuissance au grand jour !

L'éducation, qu'on le veuille ou non, est un phénomène complexe qui recouvre l'ensemble des rapports de l'enfant à sa famille, à l'école et à la société en général. S'arrêter à penser qu'il est possible d'agir efficacement sur l'un ou l'autre de ces aspects de l'éducation en négligeant les autres, est donc non seulement incohérent, mais encore illusoire. Un peu comme si on s'amusait à restaurer le premier étage d'une maison en négligeant la refectoire d'un rez-de-chaussée menaçant ruine et d'une toiture pourrie.

Tous ceux qui centrent la liberté de l'enfant sur l'école, ou pire sur la classe, ne semblent pas avoir conscience de cette dimension sociale de l'éducation. Envers et contre tout, ils s'obstinent à vouloir transformer l'enfant, alors qu'ils n'en saisissent que l'un des aspects : l'écolier. Aussi, comme cet enfant continue d'être « modelé » par sa famille et par la société environnante, leur travail est d'autant plus passionnant qu'il est sans fin. Quels que soient les acquis théoriques et pratiques incontestables des pédagogues libertaires et anti-autoritaires qui sévissent dans le cadre de l'Education Nationale (les adeptes de Freinet, des pédagogues institutionnelles ou de la non-directivité) ou en dehors du monstre (Summerhill, les écoles parallèles...), leur démarche restera toujours vaine quant au fond, car ils réduisent la liberté de l'enfant à n'être qu'une simple illusion, pédagogique en l'occurrence. Pour que les armes légères et lourdes de la pédagogie libertaire ou anti-autoritaire aient une chance de faire mouche sur la cible fuyante de l'oppression de l'enfant, il leur faut de toute évidence connaître d'autres champs de bataille que le ghetto de l'école. Il leur faut se débarrasser des oripeaux pédagogiques qui en font une pauvre technique relationnelle entre le « maître » et l'élève.

Il leur faut étendre leur domaine d'action aux espaces infinis de l'éducation : attaquer avec vigueur les rapports de l'enfant à la famille et à la société. On n'en est pas encore là !

A cette incompréhension du caractère social de l'éducation, s'ajoute en effet l'incompréhension du caractère global de l'aliénation et du caractère total de la révolution qui fait l'illusion pédagogique la proie toute désignée du réformisme et de l'individualisme. A telle enseigne que non contents de croire changer l'enfant en changeant l'écolier, certains croient de surcroît changer la société en changeant l'école. Le résultat est bien entendu sans surprise.

Si leur action se déroule dans le giron de l'Education Nationale, elle est vouée à se faire digérer lentement par une institution qui en a vu d'autres (c'est le cas de la pédagogie Freinet). Si elle se déroule en dehors, elle en est réduite à une marginalité sans perspective et finalement à plus ou moins brève échéance, c'est l'étiollement et la disparition (Summerhill n'existe plus et les écoles parallèles durent ce que durent les roses). Dans tous les cas, il s'agit d'une démarche fondamentalement réformatrice qui, comme telle, ne peut qu'aboutir soit à l'intégration (récupération), soit au rejet (marginalisation). Et comme du réformisme à l'individualisme, il n'y a souvent qu'un pas, on ne s'étonnera donc plus de voir qu'à chaque expérience ou théorie, est toujours accolé un nom. De là, le spectacle lamentable d'une liberté de l'enfant automatisée à l'extrême où chacun ronronne dans son coin ; de là, l'effondrement de chaque expérience dès lors que le prophète a rejoint le royaume des ombres ou est parti se refaire une santé ailleurs.

Entre la pédagogie libertaire et l'éducation libertaire, il y a finalement la même différence qu'entre l'écologie environnementaliste et l'écologie politique, une différence de fond.

D'un côté, on s'empresse à chercher des solutions techniques à l'intérieur d'un système qui n'en retiendra de toute façon que ce qui l'arrange. De l'autre, on s'efforce d'inscrire chaque lutte concernant un aspect particulier de l'aliénation dans une lutte d'ensemble contre le système lui-même.

La pédagogie libertaire est enfermée dans l'illusion pédagogique, car elle ne s'intéresse qu'à un des aspects de l'enfant. Elle se résume finalement à une technique figée par essence, car incapable de modifier en quoi que ce soit la réalité qui l'entoure.

L'éducation libertaire, par contre, ambitionne de changer l'ensemble des rapports de l'enfant à la famille, au savoir et à la société. Dans un lieu éducatif qui se préoccuperait d'éducation libertaire, on ne se contenterait donc pas de changer l'écolier dans son rapport au savoir et à l'enseignement. Nous aurons l'occasion d'approfondir tout cela dans les concepts de base de l'éducation libertaire. Enfin, l'éducation libertaire se veut porteur d'une lutte généralisée contre le système dominant, pour le détruire, pour le remplacer par le communisme libertaire.

Il faut le dire et le répéter, au royaume de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme, la liberté de l'enfant comme celle de l'homme ne peuvent exister qu'en tant que DEVENIRS dans le cadre d'une lutte globale visant à détruire le système.

Aussi, s'il est fondamental d'expérimenter aujourd'hui au niveau de la liberté de l'enfant, il est tout aussi fondamental de relier cette lutte à toutes celles qui visent à abattre le système. C'est à cette seule condition que la pédagogie libertaire quittera enfin le domaine de l'illusion pédagogique.

Jean-Marc RAYNAUD

Les concepts-clefs de l'éducation libertaire ou de quelques idées à l'usage de ceux qui cherchent

Préalablement à l'énoncé de notre conception de l'éducation libertaire, il convient, pour éviter toute ambiguïté ultérieure, de préciser trois choses.

Tout d'abord, et il faut que cela soit bien clair, l'éducation ne pourra réellement être libertaire que lorsque la société dans son ensemble le sera également. En d'autres termes, la définition que nous proposons de l'éducation libertaire s'avère fondamentalement inapplicable à la réalité présente du Capital privé et d'État. Que ceux qui croient à la possibilité de constituer des îlots de liberté dans l'océan d'oppression actuel, ne se méprennent donc pas. Notre démarche n'a rien à voir avec la leur.

Ensuite, si l'éducation libertaire s'inscrit résolument dans une perspective « futuriste », cela ne signifie pas pour autant que nous ayons la prétention imbécile d'enserrer le présent dans le corset d'un schéma pré-établi de l'avenir. Certes, nous refusons avec vigueur la démagogie spontanéiste, mais que là non plus on ne se méprenne pas, notre désir de définir ce vers quoi nous voulons aller, ne se veut pas autre chose que l'amorce d'un débat, un élément parmi d'autres d'une réflexion dont la seule ambition est de transformer le présent.

Enfin, et c'en sera terminé pour les mises au point, si l'éducation libertaire constitue un but à atteindre, c'est également un but vers lequel il convient d'ores et déjà de TENDRE. En clair, tout en sachant qu'il est impossible de la réaliser aujourd'hui, il faut commencer à se battre pour tenter de la réaliser. Au fond, l'éducation libertaire relève essentiellement du DEVENIR. Elle est un aspect parmi d'autres d'une dynamique révolutionnaire globale et par ce fait, elle vise à la fois à détruire le vieux monde et à anticiper l'anarchie future.

LES ESPACES INFINIS DE L'EDUCATION LIBERTAIRE

Si la famille, l'école et la société constituent les trois déterminants essentiels de la réalité enfantine, une éducation libertaire se devra donc en toute logique d'envisager la liberté de l'enfant, non seulement par rapport à chacun d'eux, mais encore par rapport à leur ensemble. Par voie de conséquence, il s'avère donc nécessaire de redéfinir la nature, la structure et la fonction de chacun, en fonction de la liberté de l'enfant. C'est la démarche que nous avons adoptée à l'encontre de l'institution scolaire en lui opposant la notion de lieu éducatif global et ouvert. C'est une démarche qu'il faut poursuivre et mener à terme pour la famille patriarcale et la société dans son ensemble.

Le champ d'action de l'éducation libertaire étant déterminé, et on peut voir qu'il est immense, il s'agit maintenant de savoir sur quoi repose le projet éducatif libertaire.

L'AUTONOMIE DE L'ENFANT

A la base du projet éducatif libertaire se trouve essentiellement une chose : le désir féroce de respecter la liberté de l'enfant, sa spécificité, son autonomie. Dans les relations que l'enfant entretient avec sa famille, le savoir et la société, il doit toujours pouvoir évoluer sur son rythme propre avec pour unique paramètre le libre épanouissement de ses potentialités. Personne ne doit pouvoir avoir de droits sur lui. Personne ne doit pouvoir faire de l'enfant-sujet l'objet d'un projet préconçu quelconque. Le projet éducatif formulé par les anarchistes est, à cet égard, le seul projet anti-projet, car il ne vise en rien à faire de l'enfant un adulte anarchiste. Sa seule ambition consiste à vouloir que l'enfant puisse être lui-même. C'est pourquoi il s'intitule éducation libertaire et non pas éducation anarchiste. Une différence de fond, donc, avec les projets éducatifs des supports du Capital, de Marx, Jésus et autres ayatollahs.

LA DIMENSION SOCIALE DE LA LIBERTE DE L'ENFANT

La liberté de l'enfant ainsi énoncée, demeure à l'évidence profondément abs-

traite, et mal comprise, elle pourrait inciter à penser que l'on fait peu des réalités. A de nombreux niveaux (affectif, physiologique, financier...), l'enfant et même l'adolescent sont en effet passablement dépendants des adultes. De plus, si l'enfance constitue une période autonome de la vie qu'il convient de respecter en tant que telle, elle constitue également une étape vers l'âge adulte et il serait ridicule et sans intérêt de tenter d'occulter cet aspect des choses, en s'enfermant dans une conception démagogique de la liberté. Aussi, si on veut sortir la liberté de l'enfant du délire d'un discours désincarné, il importe avant tout de lui donner les MOYENS de se réaliser. Pour ce faire, il ne s'agit pas de nier des faits patents. C'est ainsi, par exemple, qu'en cas de « désaccords » avec sa famille, l'enfant devait pouvoir avoir accès à des lieux spécifiques où il trouverait au minimum le gîte et le couvert. C'est ainsi également que la notion d'éducation intégrale complète celle d'autonomie.

L'EDUCATION INTEGRALE

Physique, manuelle et intellectuelle, l'éducation intégrale doit donner à l'enfant la POSSIBILITE de se réaliser dans tous les domaines et ainsi, de ne pas arriver à l'âge adulte mutilé dans son épanouissement potentiel. Elle vise également à REUNIFIER l'individu ECLATE qui le système étatique totalitaire qui est le nôtre, produit quotidiennement. Naturellement, la pédagogie libertaire, comme technique relationnelle entre l'adulte et l'enfant, doit moduler cette intégralité au rythme des DESIRS de l'enfants.

LA PERMANENCE DE L'EDUCATION

A la différence de tous les autres projets éducatifs, l'éducation libertaire ne s'adresse pas uniquement à l'enfant. Certes, son but premier est de permettre à l'enfant d'acquiescer au maximum ses potentialités créatrices pour avoir une fois adulte être capable d'autogérer sa vie et son éducation. Cela étant, possibilité devra être donnée à tout adulte qui en manifesterait le désir, de recourir aux différentes institutions qui matérialiseront l'éducation libertaire. En ce sens, il est nécessaire de parler d'éducation permanente. Ouverts sur la vie, les lieux éducatifs seront aussi ouverts à tous. Rien à voir, donc, avec la sinistre formation permanente qui sévit actuellement.

Est-il besoin de le préciser, l'éducation libertaire ne se résume nullement aux six points évoqués précédemment. Il faudrait également parler de sa liaison avec la production (lieu éducatif non coupé de la vie économique et sociale), du statut de l'adulte par rapport à l'enfant et vice-versa, et de combien d'autres choses encore. La place et l'envie me manquent pour aller plus avant dans cette voie. Au fond, ce qui doit être retenu de l'éducation libertaire, c'est la démarche qui est la sienne, sa manière d'approcher l'enfant. En tout état de cause, ce n'est nullement un corps de règles, tout au plus, avons-nous tenté de baliser cette démarche d'un certain nombre de grands principes qui devraient permettre d'éviter de sombrer soit dans l'illusion pédagogique, soit dans l'autoritarisme inhérent à tout projet préconçu. L'éducation libertaire comme la société libertaire dans laquelle elle s'épanouira, reste à construire.

Jean-Marc RAYNAUD

DOSSIER EDUCATION

L'éducation libertaire, partie intrégrante de la révolution libertaire

SEBASTIEN FAURE et LA RUCHE*

En 1904, S. Faure et une cinquantaine d'enfants des deux sexes, s'installaient sur un domaine d'une vingtaine d'hectares, situé sur la commune de Rambouillet. Aboutissement d'un vieux rêve, La Ruche était née ; l'éducation libertaire allait s'y épanouir.

Avant S. Faure, nombreux avaient été les anarchistes qui, théoriquement ou concrètement, s'étaient préoccupés d'éducation. Jamais cependant, aucun d'entre eux n'avait atteint le niveau de cohérence et de maturité qui régnait à La Ruche. Au mieux, et Paul Robin en est l'exemple le plus connu, ils avaient élaboré ce qui se fait, encore aujourd'hui, sous le vocable de pédagogie libertaire. Avec La Ruche, il s'agit d'autre chose. L'éducation libertaire va affirmer son caractère social et sortir du même coup du ghetto de la pédagogie.

LE CONCEPT DE COOPERATIVE INTEGRALE

D'entrée de jeu, S. Faure se posa le problème des relations de La Ruche avec son environnement. Quatre hypothèses s'offraient alors à lui.

La plus facile consistait à demander des subventions à l'Etat. A court terme, cela signifiait intégrer La Ruche au système scolaire en place et... subir la censure de l'Etat.

Il pouvait également financer lui-même La Ruche voire se faire aider par quelques amis. Valorisante, cette démarche eut cependant été éminemment individualiste et en conséquence sans aucune perspective sociale.

En misant sur le fait que La Ruche était productrice (agriculture, artisanats divers), il eut pu chercher à la faire vivre en autarcie, en n'écoulant dans le circuit économique existant que ce qui aurait été strictement nécessaire à sa survie. Pour s'être affinée, cette démarche eut été tout aussi individualiste que la précédente, et là encore, sans perspective sociale.

Enfin, et c'est le choix que fit S. Faure, il pouvait chercher à intégrer La Ruche à la lutte du prolétariat pour son auto-émancipation. La classe ouvrière, disait-il, doit se battre par l'intermédiaire de ses syndicats de classe, pour mettre bas le vieux monde. Pour ce faire, il convient d'éviter le piège du réformisme syndical (collaboration de classe) et du réformisme politique (le syndicat étant réduit au rôle de courroie de transmission d'un parti politique désireux d'accéder au pouvoir).

Mais cela est insuffisant, il lui faut également commencer à mettre en place les structures de la société future. Dans cette perspective, il est indispensable que se créent des coopératives ouvrières de production, de consommation et... d'éducation. Dans tous ces domaines et dans bien d'autres encore, le prolétariat doit démontrer qu'il est capable de s'autogérer.

Pour S. Faure, La Ruche devait être le modèle de ces coopératives éducatives. Sa production agricole et artisanale, elle l'intégrait au circuit coopératif de production et de consommation déjà existant et, en « échéance », elle fournirait une prestation éducative. Ainsi, non seulement La Ruche se posait comme prenante d'un changement social, mais encore, elle s'affirmait comme l'un des éléments d'une pratique de changement authentiquement autogestionnaire.

L'EDUCATION INTEGRALE

Dans le cadre d'une telle stratégie, l'éducation pratiquée à La Ruche allait toute entière se placer sous le signe de l'autogestion de l'individu. A la suite de Paul de Robin, S. Faure prétendait que l'éducation devait être intégrale, c'est-à-dire permettant à l'enfant de s'épanouir au triple niveau physique, manuel et intellectuel. En clair, il s'agissait de briser la division entretenue par le capital entre manuel et intellectuel. L'enfant comme l'adulte, devait pouvoir épanouir ses potentialités dans tous les domaines de la vie.

A cette dimension intégrale (globale) de l'éducation, S. Faure ajoutait également celle de la PERMANENCE. En effet, pour que cette coopérative éducative prenne tout son sens d'élément à part entière du prolétariat en lutte, il fallait que les adultes puissent également y avoir accès. Certes, l'éducation concerne principalement les enfants, mais si l'on réfléchit bien, elle doit également concerner l'être humain tout au long de sa vie. Celui qui, à un moment ou un autre de sa vie, désire parfaire des connaissances ou en acquérir de nouvelles, doit pouvoir en avoir la possibilité. En ce sens, La Ruche était ouverte à tous.

LA PEDAGOGIE LIBERTAIRE, UNE TECHNIQUE AU SERVICE DE L'EDUCATION LIBERTAIRE

Représentant l'ensemble des méthodes techniques permettant de concrétiser un projet éducatif, la pédagogie va, à

lait quand même le faire.

- L'autogestion institutionnelle. Le poumon de La Ruche était constitué par son assemblée générale hebdomadaire où enfants et adultes délibéraient ensemble de la vie de la « communauté ».

Nombreux seraient encore les points qui devraient être abordés pour rendre compte de la « richesse » de la vie quotidienne à La Ruche et également des accros qui se produisaient. J'espère que le livre de R. Lewin (thèse du 3^e cycle) fera toute la lumière sur cet aspect des choses que le cadre étroit de cet article ne fait qu'effleurer. Toujours est-il qu'en 1917, La Ruche s'éteignit, victime de la guerre, nous dit S. Faure. Mais ne s'agissait-il que de cela ?

L'ECHEC DE LA RUCHE

Au fond, l'échec de La Ruche s'inscrit en plein dans le déperissement du courant anarchiste et du syndicalisme



l'image de ce dernier, se révéler libertaire.

- L'autonomie de l'enfant : l'enfance étant une période spécifique de la vie, l'enfant doit être respecté dans sa spécificité, dans sa liberté et dans son autonomie. Pas question donc de le considérer comme un adulte en miniature, sujet-objet d'un projet préconçu. S. Faure qui était anarchiste, et fier de l'être, se refusait à imposer ses convictions ou d'influencer les enfants en ce sens. Il pensait qu'ils devaient vivre leur propre vie, dans un contexte leur permettant d'épanouir au maximum leurs potentialités. « L'enfant n'appartient ni à Dieu, ni à l'Etat, ni à sa famille, mais à lui-même », se plaisait-il à répéter.

- La méthode positive : il s'agit là de la méthode utilisée dans le cadre de la transmission du savoir. Pour résumer, on peut dire qu'il s'agissait de faire aller l'enfant à la connaissance (à son rythme propre), et non l'inverse. Célestin Freinet n'a fait que reprendre ce qui se pratiquait déjà à La Ruche.

- L'absence de classement. Chacun évoluant à son propre rythme, les différences de niveau existant à l'intérieur d'un groupe, ne faisaient l'objet d'aucune hiérarchisation.

- La co-éducation et l'éducation sexuelle. A La Ruche, les garçons et les filles « bénéficiaient » d'une éducation identique. Non seulement ils étaient mêlés, mais encore les uns et les autres étaient indifféremment de la couture ou de la forge. Certes, les docteurs n'étaient pas mixtes, et même si l'éducation sexuelle allait bien au-delà de ce qui se fait présentement dans nos collèges, elle ne comportait pas de « travaux pratiques ». Ceux pour qui l'irréalisme tient lieu de méthode de pensée, trouveront donc là matière à s'esclaffer ; cela n'empêche pas qu'en 1904, il fai-

Tu causes, tu causes...

est-ce tout ce que tu sais faire ?

A l'issue d'un tel dossier, nombreux sont ceux qui doivent éprouver un petit pincement au cœur. Critiquer l'éducation autoritaire qui exerce ses ravages d'un côté et de l'autre du rideau de fer, est chose aisée. Chercher à en comprendre les mécanismes est chose louable. Mais entre un passé qu'il convient de faire connaître et un avenir qui n'est peut-être pas pour demain, l'éducation libertaire n'est-elle évocable qu'en terme de larmes ou d'espoirs. Aujourd'hui, ou aujourd'hui, qu'est-il possible de faire pour conjuguer la liberté de l'enfant au présent, sans pour autant sombrer dans l'illusion d'une pédagogie libertaire sans perspective. En clair, quelles solutions proposons-nous, qui permettraient à l'éducation libertaire de passer avec succès le test implacable de la réalité ?

- L'éducation libertaire comme contribution à l'éclatement du système éducatif institutionnel

Se réclamer de l'éducation libertaire implique en toute logique que l'on se place dans la perspective de la destruction du vieux monde ; aussi pour ceux qui, pour une raison ou pour une autre, errent dans notre bien-aimée éducation nationale avec encore l'espoir au cœur, les possibilités d'actions sont multiples : qu'ils dénoncent et expliquent le massacre, qu'ils proposent sans cesse une pédagogie libertaire non collaborationniste, qu'ils relient la pédagogie à l'éducation jusqu'à en faire apparaître la dimension sociale, qu'ils se battent pour faire éclater l'institution, qu'ils se battent pour mettre bas le système dominant en reliant leur lutte à d'autres.

- L'éducation libertaire partie prenante d'une lutte autogestionnaire du mouvement ouvrier

Pour ceux qui se battent pour que le mouvement ouvrier se débarrasse à jamais de la verole marxiste-léniniste et retrouve la vigueur autogestionnaire du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme, il est possible de s'inspirer de La Ruche pour intégrer l'éducation à leur lutte.

- L'éducation libertaire et le mouvement social

Pour ceux, enfin, qui ambitionnent de changer la vie, ici et maintenant, il est possible en reliant chaque expérience éducative aux autres luttes constituant le nouveau mouvement social, de sortir du ghetto de l'expérience pédagogique marginale. Qu'ils cherchent le contact et l'unité dans la diversité avec ceux qui auvent à promouvoir la révolution sur le terrain traditionnel de la lutte des classes, et leurs efforts ne seront plus voués à l'étiollement. Le lieu éducatif alternatif pour peu qu'il soit partie prenante d'un nouveau mouvement social qui aurait accès à la conscience de lui-même et qu'il s'ouvre à la réalité de la lutte des classes, serait alors un aspect « capital » de la révolution libertaire.

Bien sûr, il nous serait possible d'affiner voire de techniciser les hypothèses stratégiques d'une éducation libertaire, en devenir permanent dans un vieux monde qui reste à abattre. Nous pourrions définir en détail les différents rapports que nous souhaitons voir s'établir entre l'enfant et la mère, le père, la famille, le savoir, la société... mais serait-ce cohérent avec la démarche qui est la nôtre et qui vise avant tout à ce que chacun se prenne enfin en charge.

L'éducation libertaire reste en réalité à définir, car elle vit au rythme d'une révolution que nous impulserons chaque jour davantage pour, à force de radicalisme, atteindre ou plus exactement tendre vers l'authentique. Pour ce faire, nous avons besoin de vous. Il nous faut confronter nos idées et nos expériences pour sans cesse en avoir de meilleures et avancer à grands pas vers une liberté de l'enfant et de l'homme qui atteigne le rêve. Ecrivons nous, voyons nous et agissons ensemble.

Pour l'heure, nous avons des projets précis (une revue et peut-être la réalisation d'un lieu éducatif alternatif global et ouvert) : le Monde Libertaire vous tiendra au courant.

Alors, tu causes, tu causes... et toi ?

Hervé-Claude LAPIDAIRE

J. M. RAYNAUD
G. AMBAUVES



L'éducation libertaire

SPARTACUS

En vente à Publico

16,50 F

(1) Sur La Ruche comme sur les autres expériences anarchistes en matière d'éducation, se reporter à L'éducation libertaire par J.M. Raynaud et G. Ambaaves (Editions Spartacus) et au livre de R. Lewin Sébastien Faure et La Ruche à paraître aux éditions La Pensée sauvage.

Quelles structures de lutte dans l'entreprise ?

Différentes positions sont apparues dans le M.L. sur le problème autonomie-organisation, sur le choix d'une stratégie de lutte dans ou hors des syndicats, positions qui correspondent à ce qu'on appelle des « tendances » de l'anarchisme, qui ne sont pas nouvelles, ni prêtes de s'effacer. Poser le problème d'un choix stratégique et organisationnel en termes généraux, est pratiquement insoluble et absurde. C'est en fonction du contexte, des circonstances, que nous devons choisir notre stratégie, l'anarchie ne consistant qu'en principes généraux qu'il serait vain de vouloir cerner davantage dans l'absolu : c'est l'adaptation au présent qui est à préciser.

En particulier, cela veut dire :

- que ce qui est efficace quelque part à un moment donné, ne l'est pas forcément ailleurs (par exemple, la constitution d'un syndicat anarcho-syndicaliste comme en Espagne).
- que les causes d'échec humaines, cir-

vail important (qui dépasse la lutte locale) puisse se faire. Les épurations auxquelles se sont livrés les syndicats, montrent que cette tactique à une limite précise : tant que nous sommes minoritaires, nous sommes tolérés (caution démocratique), dès que l'on pourrait agir, c'est l'expulsion. Plusieurs syndicats autonomes se sont ainsi constitués. Ce qui est regrettable c'est qu'ils ne sont pas disposés à se regrouper et à rejoindre (du moins tenter) nos camarades anarcho-syndicalistes pour créer un syndicat anarcho-syndicaliste qui soit autre chose qu'un regroupement d'anarchistes. Quant aux partisans de l'auto-organisation (de type conseiliste ?), qui veulent ainsi éviter le danger toujours réel de la bureaucratie, ils savent aussi bien que nous, que les regroupements spontanés sont les plus exposés aux magouilles, à l'isolement, que leur mouvance va à l'encontre d'une préparation réelle à l'encontre d'une révolution expropriatrice et autogestionnaire, qui nécessite une coordination solide. Alors, que faire ? Au congrès de Boussy, la F.A. décidait de créer des cercles et liaisons anarchistes d'entreprise, dans le but d'y faire pénétrer les



constanciennes (rapport de forces, degré de conscience de la population et pratique qui s'ensuit, ne doivent pas automatiquement nous faire condamner des structures ou tactiques, - que les références historiques, si elles sont très utiles, ne peuvent en aucun cas nous servir de modèle. Il est absolument indispensable d'analyser précisément la situation actuelle, les évolutions possibles, les forces en présence et leurs rapports avant de pouvoir opter pour une stratégie et des structures de lutte adaptées à la fois à nos objectifs révolutionnaires et à la réalité sociale. Le congrès d'Antony a eu le mérite d'affirmer que, de même que l'autogestion n'est possible qu'une fois l'État, le patronat et le salariat abolis, la lutte aujourd'hui ne peut être que réformatrice (à la limite, la seule lutte révolutionnaire étant la révolution elle-même), mais que nous devons lui donner un contenu révolutionnaire (revendications allant à l'encontre de la restructuration du capitalisme, objectif révolutionnaire à terme clairement mentionné) et une pratique en accord avec nos idées (action directe, prise en charge des luttes par les travailleurs eux-mêmes). C'est en partant de cette analyse qu'il faut chercher une voie de popularisation des idées anarchistes et de radicalisation des luttes. La dispersion actuelle des anarchistes dans les syndicats réformistes, dans aucun syndicat ou dans les syndicats ou initiatives anarcho-syndicalistes, est inefficace, sujet à polémiques interminables. Nous sommes tous d'accord pour dénoncer globalement les syndicats « réformistes », comme rouages du capitalisme, pourtant nombre d'entre nous y militent, tout simplement parce que, à l'heure actuelle, on a l'impression qu'il n'y a que dans les syndicats qu'un tra-

idées anarchistes et de susciter un regroupement de tous les éléments combattifs, sans présumer des formes futures de leur développement. Au congrès d'Antony, le bilan rapide des initiatives dans ce sens, n'a pas permis de se prononcer sur cette démarche. Toutefois, en l'absence d'un potentiel révolutionnaire suffisant de la population, vu les limites restreintes qu'offrent les syndicats réformistes, il semble que cette initiative soit relativement cohérente et lucide : il s'agit d'abord de créer un potentiel révolutionnaire anarchiste dans les entreprises. Malheureusement, on s'aperçoit que, à part quelques exceptions, les militants de la F.A. sont restés sur leurs positions, continuant leur propagande dans ou hors des syndicats, ce qui fait que les liaisons professionnelles créées, ne correspondent même pas aux forces libertaires organisées à la F.A., d'où peut-être leur piètiement. La création de liaisons et cercles anarchistes d'entreprise semble donc correspondre au mieux à la réalité d'aujourd'hui. Force ORGANISEE, bénéficiant d'une IDEOLOGIE et d'une PRATIQUE CLAIRE, l'intervention, dans les luttes ou par la propagande, de ces groupes dans les entreprises, est la plus susceptible d'opérer un éveil des travailleurs aux conceptions anarchistes et à leurs applications. A nous de les multiplier, de montrer ainsi que nous sommes capables de créer nos propres structures de lutte, sans nous cacher derrière les « grands » ; de quitter la position inconfortable qui consiste à critiquer les syndicats tout en participant à leur mascarade : avant de parler de la capacité politique des travailleurs à gérer la société, parlons de celle des anarchistes à prendre en charge leur propagande !

Liaison Nord-HTE VIENNE

Association patronat-syndicats : association d'exploiteurs

suite de la p 4

aujourd'hui un caractère révolutionnaire au syndicalisme ? Celui-ci n'est pas au service des travailleurs, mais au contraire, au service de l'exploitation salariale. Il convient donc de souligner le caractère réformatrice et collaborationniste du syndicalisme actuel. Toute action revendicative que prend en compte le syndicat au niveau local ou national, se situe toujours dans le cadre appelé « politique contractuelle », c'est-à-dire en fait, dans le cadre de la collaboration de classes. On ne lutte pas pour obtenir telle ou telle chose, mais d'abord pour des négociations patronat-syndicats, en vue d'obtenir, par des compromis bien sûr, des « satisfactions » aux revendications. Quand le syndicat déclare triomphalement avoir obtenu satisfaction pour ces revendications, cela signifie en clair que patronat et syndicats sont arrivés à un « moindre mal » ; le capitalisme cède en apparence sur une revendication, en sachant très bien qu'il pourra bientôt (au moyen notamment de l'inflation) la récupérer à son avantage. Le syndicat, lui, apparaît devant les travailleurs, en vainqueur et annonce à qui veut l'entendre, qu'il a fait reculer le patronat. En prenant en compte les revendications du prolétariat, en les canalisant, en les modulant et en organisant le compromis avec le capitalisme, le syndicalisme permet à celui-ci de les adapter à son profit. Pour exemple, notons que l'un des objectifs revendicatifs que donnent le plus les syndicats au prolétariat est la satisfaction de leurs désirs de consommateurs. L'augmentation de la consommation, objectif du système capitaliste (augmentation de la consommation est égale à l'augmentation de la production, donc augmentation du profit) devient donc celui du prolétariat. L'aspiration au « mieux vivre » des travailleurs est donc exaltée par le syndicalisme. Partant de là, celui-ci lui assigne des revendications progressives qui permettront de réaliser cet objectif. En fait, au lieu d'affaiblir le capitalisme, ces revendications deviennent utiles à son développement et à sa restructuration.

Je disais que le rôle du syndicalisme est de canaliser les potentialités de prise de conscience et de révolte du prolétariat, en se substituant à celui-ci et en étouffant tout ce qui peut y avoir en lui d'esprit autonome et révolutionnaire.

Le syndicalisme permet donc que rien de fondamental et de radical ne soit tenté par le prolétariat contre le capitalisme. Il permet donc à celui-ci de vivre et de se perpétuer.

Par là même, il devient utile de briser cette équivoque du syndicalisme : d'un côté, une phraseologie et une image contestatrices, de l'autre une pratique gestionnaire de la société capitaliste. Il faut le dire clairement, les syndicats sont les alliés objectifs des capitalistes privés ou d'État, donc de l'État lui-même ! Voici un texte qui mieux qu'une longue analyse, permettra de se rendre compte du rôle réformatrice, collaborationniste et démobilitateur des syndicats. Ce texte, à propos de la grève d'août 1953 chez Renault, est signé D. Motte (depuis, « digne représentant » de... la CFDT !) et est paru dans la brochure de « Corale » : « Capitalisme-syndicalisme : même combat », éd. Spartacus.

« Quatre mois auparavant la tactique des syndicats avait été la tactique des grèves tournantes. Cette tactique avait été portée à son haut point lors de la grève du département 74 et avait abouti au lock-out de toute l'usine. Cette fois, les ouvriers étaient disposés à faire un mouvement à condition qu'il ne soit pas localisé dans un ou deux départements. Les ouvriers voulaient la grève générale ou rien. Au début, ils se lançaient dans le mouvement, croyant que les autres départements allaient les suivre, et lorsqu'ils s'aperçurent que non seulement ils n'étaient pas suivis mais que les syndicats faisaient tous leurs efforts pour les isoler, alors seulement ils refusèrent la grève. Depuis plusieurs années les méthodes de lutte employées par les syndicats sont les débrayages limités à une demi-journée, une heure, demi-heure, ou quart d'heure, ou bien des listes de pétitions où tout le monde signe, ou bien encore les délégations d'une poignée d'ouvriers auprès du chef du département. Au mois d'août, les ouvriers comprirent qu'il fallait tout arrêter pour obtenir une revalorisation générale des salaires. Mais là encore, ils s'opposèrent aux syndicats qui enfermaient cette grève dans les cadres de la légalité. Au meeting du jeudi, les ouvriers avaient accueilli favorablement les propositions de Linet d'aller en délégation au ministère. Mais là encore, pour les syndicats il ne s'agissait que de délégation limitée à quelques ouvriers. Pas question de manifestations de masse pour une bureaucratie qui n'avait aucun intérêt à voir un mouvement dépasser ses objectifs à elle ».

Il devient alors nécessaire, dans nos luttes contre l'exploitation capitaliste et salariale, de dénoncer le rôle joué par le syndicalisme et de mettre véritablement en place des structures autonomes à caractère révolutionnaire, d'organiser et de développer l'action et la démocratie directes. Notre rôle, à nous anarchistes, est de pousser effectivement les travailleurs à de telles pratiques. Il est donc évident que nous devons apparaître sans cesse dans la réalité sociale, de façon à ce que nos idées et nos actes puissent avoir un certain écho. Il nous faut donc poser le problème de l'intervention des anarchistes dans les luttes sociales, comment celle-ci peut-elle s'opérer, avec quelles structures ? On ne peut certes pas dire qu'il y ait une unité des anarchistes pour telle ou telle forme de structures de lutte dans le cadre de l'action sociale révolutionnaire.

Voyons donc les trois formes de structures à partir desquelles se pose la possibilité d'intervention des anarchistes :

- à l'intérieur des syndicats réformistes (mais y a-t-il des syndicats révolutionnaires ?),
- dans une optique anarcho-syndicaliste,
- par une pratique autonome.

- Intervention à l'intérieur des syndicats réformistes. Certains camarades pensent qu'il est possible de faire passer nos idées et nos propositions d'une pratique d'action et de démocratie directes par notre participation aux syndicats, soi-disant par ce que c'est dans ceux-ci que nous rencontrons les travailleurs, et que c'est donc plus facile de les amener à notre analyse libertaire de la lutte sociale. En dehors du fait que ce genre d'attitude ne me paraît pas très en accord avec l'éthique anarchiste (je vais certainement me faire traiter de puriste irréaliste !) après analyse de la fonction du syndicalisme, disons tout de suite que faire de l'entrisme dans les syndicats pour soi-disant mieux faire connaître nos idées, relève à mon avis de la plus pure inconscience et ne peut mener qu'à l'échec, sans compter le fait que participer à un syndicat permet de perpétuer sa notion

de crédibilité. Les syndicats sont ce qu'ils sont, finissons-en avec eux !

- Optique anarcho-syndicaliste. La constitution de groupes anarcho-syndicalistes dans les entreprises peut paraître comme étant une occasion pour les anarchistes de créer des structures nouvelles de lutte, pour la propagation des idées et des pratiques d'action et de démocratie directes, mais ces groupes n'ont aucun lien véritable entre eux et souffrent de leur dispersion. La Coordination des Anarcho-Syndicalistes, créée après les conférences de Rouen et de Lyon, doit, selon les participants, mener à une union des anarcho-syndicalistes, en vue de la création, à plus ou moins long terme, d'une sorte de CNT française, modelée sur la CNT espagnole. Il me semble illusoire de penser arriver à créer une structure anarcho-syndicaliste de masse, en essayant de calquer en France un processus historique propre à l'Espagne d'une certaine époque. D'autre part, ce genre de projet semble partir du principe qu'à dater de la création d'une « centrale » anarcho-syndicaliste, on va peu à peu greffer les travailleurs à cette structure, en quelque sorte faire du remplissage : on sait ce que cela donne chez les deux fantomatiques (c'est vraiment le moins que l'on puisse dire !) CNT françaises. D'autre part, et là j'émetts une réflexion d'ordre général, on peut se demander dans quelle mesure ce syndicalisme, même affublé de l'adjectif « anarcho », ne va pas recréer des structures et un fonctionnement de type vertical, il y a malheureusement des exemples : que ce soient ceux de militants libertaires ayant accédé à des responsabilités dans les syndicats réformistes, ou certains épisodes de l'anarcho-syndicalisme espagnol en 36-39. De plus, les anarcho-syndicalistes, s'ils dénoncent le syndicalisme actuel, réformatrice et intégré à l'État, ne remettent pas en cause le rôle de gestion et d'organisation par le syndicat de la société future.

- Pratique autonome. C'est, d'après moi, dans ce cadre-là que devrait se situer l'intervention des travailleurs anarchistes. Nous avons vu précédemment que le syndicalisme était un frein évident à l'auto-organisation des travailleurs et que l'anarcho-syndicalisme, en fait, pouvait ne pas être si « anarcho » que certains le pensent. Il est donc indispensable aujourd'hui pour les anarchistes de s'organiser de manière autonome sur les lieux de travail. Les cercles anarchistes d'entreprise de la F.A., sont certes à développer, mais l'on peut déjà mettre en avant des propositions sur des formes d'organisations des travailleurs anarchistes, à savoir la constitution de groupes, de cercles, de comités, dans le but de propager les idées telles que l'action et la démocratie directes, l'anti-parlementarisme, etc, en vue de l'organisation des travailleurs qui mettra réellement en pratique ces propositions nouvelles de lutte.

Les travailleurs anarchistes doivent avoir pour but non pas « d'organiser » leurs camarades de travail, mais de les pousser à s'organiser effectivement de manière autonome, en dehors de quelque appareil que ce soit, et à prendre conscience de leur capacité à réagir directement et sans intermédiaire, face au patronat.

Pierre RAMOS
(Groupe départemental du Gard)

informations internationales

ESPAGNE

DANS LES PRISONS DE LA DEMOCRATIE

La centrale anarcho-syndicaliste C.N.T. a publié une feuille de mise à jour et de dénonciation de la situation dans laquelle se trouvent aujourd'hui les prisonniers dans ce pays.

Jointe à un court éditorial, une liste de noms nous apprend qu'actuellement une soixantaine de libertaires sont emprisonnés en Espagne, répartis dans neuf prisons du territoire. Parmi eux, cinq camarades (dont une jeune femme) sont détenus depuis 22 mois dans l'attente d'un jugement qui ne vient pas. Emprisonnés à la suite de l'affaire Scala - cette salle de spectacles de Barcelone détruite par un incendie (voir M.L. de l'époque) -, ces cinq camarades n'ont cessé d'être transférés de prison en prison (Modelo de Barcelone, Burgos, Ocaña, Yserias où se trouve présentement Maria-Teresa Fabres Oliveras, Segovia) et soumis à des traitements « particuliers » de la part d'une administration pénitentiaire sadique (coups, refus des lectures demandées, difficultés faites aux familles pour le droit de visite, etc.).

Comme l'indiquent les écrits de la C.N.T., beaucoup de choses obscures semblent indiquer que l'incendie du théâtre Scala fut provoqué par une mafia locale pour mettre fin aux dettes continues de ce théâtre et permettre la vente du terrain sur lequel il était bâti aux compagnies immobilières intéressées. Cinq camarades paient cette situation depuis 22 mois, accusés faussement d'avoir provoqué le fameux incendie.

Récemment, un député socialiste, Rudolf Guerra, a plusieurs fois interpellé le ministère de la Justice au sujet de la date du jugement de nos camarades. C'est qu'il existe là-bas une autre mafia - juridique celle-là - n'ayant rien à envier à celle qui sévit ici, et qui ne semble guère disposée à accélérer l'achèvement du « dossier Scalia », qui permettrait que le procès ait enfin lieu. Saisie de ce dossier, l'Audience Nationale s'était déclarée une première fois incompétente dans cette affaire et l'avait transmise à l'Audience Régionale de Barcelone... qui devait faire de même et le réexpédier à l'Audience Nationale de Madrid. Aux dernières nouvelles, celle-ci s'est une nouvelle fois déchargée du dossier pour le retrasmis à l'Audience Régionale de Barcelone. Ce ballet absolument démentiel entre guignols se repassant un dossier scabreux qui les gêne, pourrait prêter à rire si, pendant ce temps, l'espace vital de cinq personnes ne se réduisait depuis des mois à ce que peut offrir une cellule de prison.

« Après la mort de Franco - affirme l'éditorial de la C.N.T. - on pensait que la répression avait cessé ; cependant la réalité présente des méthodes plus sophistiquées et plus cruelles qu'auparavant... avec la récente mesure de décret-loi sur la protection civile, approuvée par les partis politiques, le peuple est soumis à un perpétuel état d'exception. La violation de toute communication privée est devenue la norme essentielle du nouveau régime. Nous sommes tous coupables car ils l'ont décidé ainsi au Parlement ; tous, sauf eux, la police et la classe dominante... »

Devant cette situation scandaleuse, nous joindrons notre voix à celle de la C.N.T. qui lutte pour la liberté de tous les prisonniers, pour exiger « l'immédiate relaxation de nos camarades et la dénonciation du système carcélaire qui, aujourd'hui encore, se base sur la terreur et le sadisme ».

Le Secrétaire
aux Relations Internationales

Un athénée libertaire à séville

Poursuivant leur travail de propagande, d'éducation véritable, d'entraide et de solidarité, des camarades anarchistes nous ont annoncé la création de l'athénée libertaire FERMIN SALVO-CHEA, du nom d'un grand militant anarchiste andalou, à Séville.

Centre de dialogues, de discussions et de débats, l'athénée libertaire FERMIN SALVO-CHEA, comme beaucoup d'autres qui voient le jour en Espagne, fait montre de beaucoup d'activités : théâtre, acupuncture et naturisme, photographies, cours de langues, séminaires d'histoire, cours d'espéranto et bibliothèque pour tous.

Si vous allez à Séville :

Ateneo Fermin Salvochea
c/o Pedro Nino, 27 - 1^e
Séville

allemande

VERTS OU ROUGES ? — Les écologistes des Comités de citoyens, les listes vertes, s'inscrivent de plus en plus dans les marais de l'électoratisme et subissent les effets du « noyautage » des groupuscules communistes. Ils ont tenu à Offenbach une réunion préparatoire à la constitution d'un parti vert à l'échelle fédérale. Ce parti sera fondé le 13 janvier prochain et participera aux prochaines élections aux Landtag et à l'élection du Bundestag en septembre 80. A cette réunion préparatoire ont participé Rudolf Bahro, ce dissident de l'Allemagne de l'est qui croit encore à un communisme « à visage humain », et Rudi Dutschke, celui de 68. L'ancien député CDU Grah - un vert ! - a essayé d'écarter les communistes du futur parti en gestation, mais a été battu par 348 contre 311 voix. Bahro et Dutschke ont ensuite fait admettre par l'assemblée la possibilité de l'appartenance au futur parti... tout en restant adhérent à un autre parti. Il s'agissait ainsi d'organiser l'infiltration des membres du DKP, du KPD, du KBW... c'est-à-dire de tous les petits partis communistes qui, par ce biais, auront peut-être enfin l'occasion d'avoir des députés au Bundestag, si le futur parti vert dépasse les fatidiques 5%. Comme il était à prévoir, l'écologie, en se lançant dans l'électoratisme, va servir de manche-à-pied au communisme qui jusqu'ici avec 1 à 2% de voix, restait dans l'ombre. Attendons les décisions qui seront prises le 13 janvier et qui entraîneront peut-être une rupture dans le mouvement vert.

UN CHANCELIER DESINVOLTE — Schmidt affectionne Hambourg, sa ville natale et il y fait de fréquents séjours.

Lors de la visite officielle de Hua, premier Chinois, à Bonn, Schmidt n'a pas interrompu son week-end à Hambourg et n'a paru à Bonn que le lundi matin. Quand Giscard est venu à Berlin, Schmidt est arrivé en avion de Hambourg avec une heure et demie de retard et on a noté sa tenue négligée : casquette de marin, foulard rouge, les mains dans les poches ! Schmidt semble ignorer que lorsqu'on jouit d'avantages et des prérogatives du métier de chancelier, il faut accepter certaines servitudes... même vestimentaires et éviter certaines impolites. La presse berlinoise en a fait la remarque.

LES AVOCATS « SUSPECTS » — Les gouvernements et les polices traquent les avocats : on a arrêté et extradé Croissant, arrêté Graindorge à Bruxelles - entre autres affaires ! - et voici qu'à Francfort, l'avocat Temming est inquiété.

Temming et ses deux collaborateurs ont assuré la défense des accusés de Stammheim, de membres de la RAF, du mouvement du 2 juin et des Cellules révolutionnaires. Temming est accusé d'avoir en 75 (I) tenté d'organiser une force armée unique réunissant les membres de ces divers mouvements terroristes. Accusation reposant sur les déclarations de deux témoins actuellement introuvables et passés à l'étranger. Et c'est seulement le 30 octobre 79 que la police intervient, arrête Temming, perquisitionne, saisit documents et dossiers de l'étude, emporte ce qui l'intéresse - y compris une peinture à l'huile considérée comme matériel destiné au recrutement des terroristes (I). Et le lendemain on relâche Temming. Il semble bien que le seul but de l'opération était de fouiller à loisir dans les dossiers de l'avocat.

COLOGNE — En mars 78, l'association catholique des étudiants avait organisé une manifestation pacifique (70 participants) à l'occasion de la venue de Geisil, l'ancien président brésilien. La police s'était adonnée à des brutalités telles qu'un policier vient d'être condamné à 1200 DM d'amende pour avoir frappé à la figure une jeune fille de 20 ans. D'autres policiers sont poursuivis pour des délits analogues et en août un autre policier a été condamné en appel pour brutalité au poste à l'égard de personnes en état d'arrestation. Même les tribunaux trouvent que les flics exagèrent !

hollandaise

APRES LES GREVES DE ROTTERDAM — La grève des amarreurs de « Smit International » a pris fin le 15 octobre, après versement de 2000 F par la commune de Rotterdam, conformément aux dernières revendications. Cette grève qui a duré presque deux mois, est la plus longue dans l'histoire du port de Rotterdam. Le parti communiste a crié à la victoire, tandis que le parti maoïste reproche au PC d'avoir transigé et ainsi brisé de plus amples perspectives. La presse a fait une large publicité au parti maoïste qui se proclame le défenseur de l'action « de la base ». Depuis la mort du « grand timonier », ce parti défend une tendance autonomiste (avec une bureaucratie fixe) et il semble que la stricte application des principes léninistes soient en contradiction avec la pratique des luttes ouvrières. Cependant, à la suite des grèves, la gestion bureaucratique est attaquée à l'intérieur des syndicats : la section des transports de Rotterdam, le 23 octobre, a condamné son dirigeant pour « actes de trahison de la classe ouvrière »... mais sans que cette condamnation ait entraîné la révocation du dirigeant. On sent cependant que les ouvriers sont de plus en plus hostiles à la politique gouvernementale d'austérité, de « stabilité ». Ce refus de collaborer avec les partis conduit à passer des revendications qui dépassent les intentions des chefs syndicaux et qui vont influer sur les discussions salariales au début de 1980.

Une rectification : Le M.L. du 18 octobre faisait état alors de la grève de Shell à Rotterdam, d'affrontements entre les grévistes et les jaunes appuyés par la police. Il ne s'agissait pas de la police « officielle », mais - ce qui est beaucoup plus grave - de la police « interne » de l'entreprise, constituée par les gardiens et les cadres armés à cette occasion !

ACTION ANTIMILITARISTE — L'organisation « Onkrut » a réutilisé l'occupation de l'entreprise « De Kruijthoorn » (fabrique de munitions) à Bois-le-Duc, en vue de fouiller les archives de la section vente et livraisons. Avant l'intervention brutale de la police, on a pu ainsi obtenir la confirmation de la livraison de stocks de munitions au USA durant la guerre du Vietnam et à Pinochet pour le Chili. Ces livraisons eurent lieu sans autorisation gouvernementale et furent illégales : elles avaient été officiellement démenties ! Si « Onkrut » est poursuivi en raison de cette action, le procès risque d'être intéressant...

RACISME TOLERE — Le 21 octobre, dans les bois de Soest, le Front National de la Jeunesse et les jeunes Vikings ont tenu une réunion, avec accompagnement de drapeaux du style nazi. Ils se sont proclamés l'avant-garde européenne, ils veulent libérer les « blancs » et vider les étrangers qui violent les femmes et dévorent les fonds d'assistance et ils réclament le retour des Créoles dans leurs égouts. La police qui assistait à ce rassemblement, n'a pas jugé qu'il s'agissait là de racisme : les organisateurs avaient bien voulu retirer de la réunion l'inscription : « Première manifestation nationale européenne depuis 1945 ».

CONTRE LA REPRESSION EN CHINE — Le M.L. (1^{er} novembre) a consacré toute une page à l'action des dissidents chinois et à Wei Jingsheng qui vient d'être condamné à Pékin à 15 ans de prison. Le 31 octobre, à midi, six camarades du Collectif libertaire de La Hague se présentaient devant l'ambassade de Chine, porteurs d'une pancarte rédigée en chinois et de listes de pétition en faveur de Wei. Deux de ces camarades s'enchaînèrent à la porte de l'ambassade et furent « délivrés » par la police trois quarts d'heure après. Nos camarades sont passibles d'une simple contravention pour manifestation non autorisée, mais cette manifestation a trouvé des échos dans la presse locale et attiré les reporters photographes !

suisse

ZÜRICH — Depuis octobre 78, une radio-pirate émet régulièrement un soir tous les quinze jours à Zürich. C'est la radio « Schwarz Chatz » (le Chat noir) qui, grâce à ses installations techniques, a échappé à toutes les investigations. Le Chat noir est au service de tous les groupements de gauche de Zürich et a pu à deux reprises organiser sur le champ deux manifestations dans des circonstances particulières : au printemps, à l'occasion d'un festival militaire, et une émission relative aux détenus de la prison de Regensdorf. Après une interruption, le Chat noir reprend à partir du début d'octobre ses émissions régulières. Mais les camarades qui ont la charge de cette radio-pirate voudraient que tous les groupements de gauche comprennent que ces émissions ne sont possibles que si la matière leur est fournie. Il faut non pas émettre quand un événement particulier se produit, mais être assuré de la compréhension et du soutien de tous. Le Chat noir espère que son appel sera entendu !

Dernières publications reçues

SOLIDARIDAD OBRERA - N° 53 (1^{re} quinzaine de novembre), organe de la C.N.T. de la région catalane 4 F.

BICICLETA N° 20 et 21 8 F.

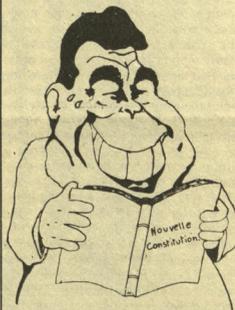
RIVISTA ANARCHICA N° 8 novembre 79, consacrée entièrement à la Chine 5 F.

FREEDOM N° 19-20, octobre 1979 3 F.

A BATALHA N° 55, novembre 1979 2 F.

UMANITA NOVA N° 36, 4 novembre 1979 2 F.

En vente à PUBLICO



Un numéro spécial
du Monde Libertaire
« L'URSS aujourd'hui »
est paru
8 pages..... 4 F
En vente à Publico

CA

L

Déjà
l'angle
Enfin ta
Mauvais
Merde la
trer. Pa
vais pas
dégueul
- 4,50
Bon ca,
pour all
lumière
bac en
vaid pa
côté du
l'intérie
Péroni
pour m
pointe
core plu
Donc P

Rappel
THEAT
PERON
SEVRE
Chanson
Claude
Chanson
Gilles L
Rue No

J'ai ré
20° Mar
En ha
coup, m
aussi le
demand
En ba
BRONT
Ah, le
place en
honneur
dre, un
dans vo
Noël «
en donn
ficiles a

Dans s
avancé,
licule de
rouge «
qui se ve
peine de
certains
par des
De plus
demeure
d'express
ter de di
nes. Les
l'insertio
suivant :
Cour d'a
été suppl
à la vie p

Les ém
et brand
insolent
de ce fil
tre la sir
En ces t
toujours
ne cesse
tions, af
tuer sa so
faut le d

CAFE THEATRE

Le papier que Berroyer n'a pas encore fait

Déjà au départ j'avais envie de pisser furieux. Pas de chiottes à part le troquet à l'angle et faut se taper à chaque fois un demi qui fait pisser encore plus. Merde. Enfin tant pis je pisse sur la roue d'une Simca devant le théâtre. Le type arrive. Mauvais. Je glisse vers l'arrière, traverse en fermant la braguette et crac, je coince. Merde la soirée commence mal. La petite de l'entrée me reconnaît et fait signe d'entrer. Pas question. Si j'ai économisé le demi à cause de ma vessie quand même je vais pas rentrer là-dedans avec la gorge sèche. Je décarre au troquet pour un côté dégueulasse.

4,50 F, Monsieur. Du coup je comprends pourquoi tant se poivent au Kiravi. Bon ça, ça fait un moment déjà. Je délaye trop. Ce fumier de Péroni m'a téléphoné pour aller voir son truc. T'affole pas, j'y vais. Je sors. Bon, la porte est fermée la lumière marque « spectacle en cours ». Pas de veine et plus de clopes. Je file au tabac en face du troquet merdeux. Fermé. Bon, ça continue. Je descends sur le boulevard par la rue Odessa pour approvisionner. Je trouve le nécessaire au Module, à côté du Dôme. Je reviens au théâtre. Y en a trois qui rigolent comme des bossus à l'intérieur. Pas de problème ou ils sont tout juste 4 au grand maxi là-dedans ou bien Péroni c'est vachement mauvais. Les taxis passent en faisant ronfler le moulin, juste pour m'emmerder, les fumiers. Du trotoir j'entends rien à part les 3 mecs qui se pointent toujours. Merde voilà que j'ai envie de dégueuler le côté du Module est encore plus cher et plus acide qu'au coin. Bon y est ça sort. Ils étaient que trois. Donc Péroni c'est bon. C'est tout, allez, salut.

BEROYER
PCC J.J. Julien

Rappels :

THEATRE :

PERONI et Myriam ROUSTAN à 23 h 15 au CAFE D'EDGAR.

SEVRES et SOPHIE le 24 à la MJC de Draveil.

Chansons et poèmes :

Claude LE ROUX 22 h à L'ECUME 99bis rue de l'Ouest.

Chansons :

Gilles LANGOUREAU jeudi, vendredi, samedi, dimanche au TIRE-BOUCHON Rue NARVIS.

TROUVAILLE

J'ai réussi à dénicher le seul café-théâtre du 20^e arrondissement. Ça s'appelle La 20^e Marche, rue Henri-Chevreau, presque en face de la Maison des Amandiers.

En haut, un restaurant avec musique de fond, pas branchée sur FIP, comme beaucoup, mais des cassettes de Lavilliers et de Gilbert Lafaille. C'est rare. On y trouve aussi le M.L. à lire. Enfin on y bouffe beaucoup et bon, pour pas trop cher. Quoi demander de plus ?

En bas, une petite salle où passent en ce moment les deux frères Pierre et Luc BRONTE avec leur spectacle « Les chansons méchantes ».

Ah, les jeunes inconscients ! Être aussi bouffe-curés vous n'avez pas volé votre place en enfer ! Surtout, d'être aussi anti-flics avec vos « chansons agrées par le comité honneur de la police » et « chansons sans bavure », vous n'avez pas à vous plaindre, un de ces jours, d'une mesrimation. Voilà, vous êtes prévenus. De plus, mettre dans votre spectacle deux chansons pudiques et tendres comme « la lettre au Père Noël » et « La petite vieille », vous fait paraître pas aussi méchants que vous vous en donnez l'air. Vachards et tendres en même temps, allez, les jeunes sont bien difficiles à comprendre de nos jours. La France épaisse n'y reconnaît plus ses enfants.

Pépé JACQUES

L'ETAT
CENSEUR

Dans ce merveilleux empire libéral avancé, la censure se porte bien. La pellicule de Michel Drach, « Le Pull-over rouge » qui retrace l'affaire Ranucci et qui se veut un film de combat contre la peine de mort, se trouve interdite dans certaines communes du sud de la France, par des maires proches de la majorité. De plus la Cour d'appel ordonne, ce qui demeure une véritable atteinte à la liberté d'expression, - une de plus serait-on tenter de dire -, la coupure de plusieurs scènes. Les magistrats imposent également l'insertion avant le générique du texte suivant : « En exécution d'un arrêt de la Cour d'appel, des séquences du film ont été supprimées car elles portent atteinte à la vie privée de la victime ».

Les éminents censeurs se déchaînent et brandissent avec fureur les ciseaux insolents. Quoique nous pouvons penser de ce film, il importe de s'insurger contre la sinistre décision des magistrats. En ces temps difficiles, le danger vient toujours du vieux monde autoritaire qui ne cesse de tisser des espaces d'intimidations, afin de nier l'homme et la population, mourante d'inanition, mit à profit l'expérience triste mais nourissante des deux novateurs. Successivement la famine puis la guerre cessèrent ».

Arthur PELUCRE

Les contes de la mère d'oie

La méthode dite
de l'empereur

A Bangui, notre envoyé spécial n'a trouvé que le livre de chevet de Bokassa : un bouquin de contes. Des journalistes avec stylos à crosse avaient déjà emporté tous les autres papiers.

Une page du livre était cornée, (dans la marge une mention manuscrite : « le frigo est réparé ? »). En voici le texte intégral.

« En ces temps troublés par la guerre civile, il était inquiet : il n'avait pas d'amis, s'étant fort peu soucieux d'en être un. Les nouveaux gouvernements ayant voté une loi pour supprimer les imbéciles, monsieur le curé l'avait rassuré en lui disant que la religion interdit le suicide. D'ailleurs n'était-il pas le plus intelligent ! Par exemple connaissant le métro de Paris mieux qu'un Londonien, il parlait, néanmoins, l'anglais mieux que le poinçonneur de la station Odéon.

La guerre civile causait une grande famine. Tu me tues et tu me manges, lui avait proposé un autre affamé. Et après ce sera mon tour. S'étant tués puis mangés à tour de rôle, il est logique que l'on n'ait jamais retrouvé leurs corps.

La guerre se prolongea bien plus que d'habitude et la population, mourante d'inanition, mit à profit l'expérience triste mais nourissante des deux novateurs. Successivement la famine puis la guerre cessèrent ».

Maurice DUMOND

NOTES DE LECTURE

La révolution espagnole

Ed. Ruedo Iberico

par Burnett Bolloten

Les ouvrages en langue française sur la révolution espagnole de 36-39, sont rares et souvent partiels voire partiaux. Cela n'est nullement un hasard.

A l'heure où les caricatures de révolution qui ont fourvoyé la Russie, la Chine, Cuba et autres Cambodge, dans l'ornière du totalitarisme, s'effondrent littéralement au hit-parade de l'espoir d'un changement authentique, tout concourt en effet à enserrer l'Espagne libertaire dans le silence, la déformation ou la mystification. Le Capital, pas fou, organise le black-out éditorial. Les technobureaucrates du fascisme rouge déforment sciemment la réalité d'une révolution autogestionnaire qu'ils n'ont cessée de combattre, et pour ce faire, ils n'en retiennent que l'aspect militaire et antifascisme tout en collaboration de classe. Les anarchistes, quant à eux, même s'ils tentent de rompre le silence et de rétablir les faits, mystifient souvent la C.N.T. et la F.A.I. pour n'avoir pas à s'interroger sur la part de responsabilité qui leur incombe dans la dégénérescence de la dynamique révolutionnaire. Bref, l'Espagne libertaire demeure un sujet mal connu et surtout mal traité. Les livres qui échappent à la triple malédiction du silence, de la déformation et de la mystification, sont de véritables exceptions. Le livre de Bolloten est de ceux là.

De 1936 à 1938, l'auteur était correspondant de l'United Press en Espagne, et ce contact physique avec la révolution imprègne son livre de l'odeur forte du vécu. Que l'on ne se y trompe cependant pas : il ne s'agit en rien du genre de récit bien ficelé mêlant harmonieusement souvenirs personnels croustillants et banalités historiques que pondent avec tant de facilité la plupart des journalistes qui ont coté un bouleversement social de quelque importance, le temps... d'un reportage. Bolloten, et c'est tout à son honneur, ne fait pas dans la littérature de quat'sous pour petite bourgeoisie en mal de sensations fortes. Pour lui, l'essentiel n'est pas de se raconter, mais au contraire de faire connaître cette révolution espagnole dont il a pu apprécier l'extraordinaire radicalité. A ce niveau, se contenter de mettre ses souvenirs en forme est de peu d'intérêt. La nécessité d'étayer la moindre affirmation par des faits précis, s'impose.

La première chose qui frappe dans le livre de Bolloten, c'est son sérieux, son souci du détail, sa minutie dans l'accumulation des références, sa méticulosité.

« Je me suis rendu compte que les informations dont je disposais, étaient sans commune mesure avec la complexité et l'étendue du sujet. J'ai donc entrepris des recherches qui s'imposaient. J'ai dès lors consulté plus de 100 000 journaux et revues, plus de 3 000 livres et brochures et des centaines de documents inédits ». Cette obsession de la preuve est manifeste tout au long du livre. Le récit est haché de notes innombrables. La bibliographie forte de 27 pages est impressionnante. Un véritable régal !

Cela étant, ce livre est loin de traiter la totalité des aspects de la révolution espagnole. Il n'en a d'ailleurs pas la prétention et son sous-titre « La gauche et la lutte pour le pouvoir » annonce clairement la volonté de l'auteur de centrer son analyse sur un thème bien précis : celui du pouvoir. Ceux qui attendent avant tout d'un ouvrage sur la révolution qu'il décrive avec force détails, les réalisations autogestionnaires qui embrasèrent l'Espagne libertaire, ont quelques chances d'être déçus. La lecture de Gaston Leval(1) et de Frank Mintz(2) les consolera. Quant à ceux, et j'en suis, qui s'interrogent également sur le fait de savoir pourquoi et comment le formidable mouvement des collectivités s'est progressivement étioilé au rythme de la réorganisation d'un Etat qui avait pourtant volé en éclats quelques temps auparavant, ils trouveront matière à assouvir leur soif de savoir. Bolloten, en effet, ne juge pas. Il décrit la révolution elle-même tout d'abord : ses prémices, son déroulement, sa signification par rapport à la petite bourgeoisie et aux campagnes ; la montée du communisme ensuite : l'espoir qu'incarna le PCE pour les classes moyennes, la stratégie du Front populaire qu'il développa pour entrainer cet état de fait, sa lutte pour l'hégémonie au sein du gouvernement, le contexte international qui favorisa sa soif de pouvoir. Il nous dépeint également la révolution freinée dans son élan : la théorie anarchiste sur le problème du gouvernement, l'entrée des anarcho-sindicalistes au gouvernement, l'opposition entre l'Etat et les comités révolutionnaires, la réorganisation de la police, la remise sur pied d'une république où les communistes s'ingénierent à apparaître comme l'élément indispensable à l'équilibre des forces en présence. Il nous décrit comment des milices révolutionnaires on en est arrivé à la constitution d'une armée régulière, et il évoque successivement la réalité des milices révolutionnaires, la conception de

la discipline qu'avaient les milices anarcho-sindicalistes, le cinquième régiment dominé par les communistes, le noyautage de l'armée qu'ils se sont attachés à réaliser, les rapports entre le mouvement libertaire et l'armée, la colonne de fer de Durruti, la rupture de Largo Caballero avec Moscou. Enfin, et ce chapitre est la conclusion logique des précédents, il évoque le triomphe communiste, son alliance avec les socialistes modérés, le bras de fer du PCE avec le mouvement libertaire en Catalogne, les événements de mai à Barcelone et finalement la chute de Largo Caballero.

Au fond, et c'est ce qui fait toute la valeur de ce livre, Bolloten a cherché à dépasser la polémique primaire et simplificatrice qui oppose partisans et adversaires de l'entrée des anarchistes au gouvernement. C'est une évidence, les ministres anarchistes n'ont pas fait avancer la révolution d'un millimètre. Les intérêts eux-mêmes ne le contestent d'ailleurs nullement. Pour eux, il ne s'agissait que de la solution la MOINS PIRE. Bien sûr, quelles que soient les justifications qui peuvent être apportées à la participation des anarchistes au gouvernement, cela n'en constitue pas moins un véritable reniement des principes fondamentaux de l'anarchisme. Mais soyons sérieux un instant, si les anarchistes n'avaient pas participé au gouvernement, cela n'eût pas suffi pour autant à sauver la révolution. Le fond du problème se situe ailleurs. Comment, alors qu'il s'était effondré et malgré la puissance du mouvement de collectivisation, l'Etat a-t-il pu redresser peu à peu la tête et retrouver sa splendeur passée ? C'est cela la véritable question. C'est celle-là qu'il nous faudra résoudre le jour où nous aurons mis bas le capital.

Bolloten ne nous apporte pas de réponse à ce sujet. Il se borne à décrire la situation des forces en présence. Néanmoins, il ressort de son livre que le problème du pouvoir(3), de sa vacance et de sa restauration sous une forme ou sous une autre, est au centre du débat. Un débat qui, malheureusement, reste toujours ouvert.

Jean-Marc RAYNAUD

- (1) L'Espagne libertaire 36-39, éd. du Cercle et la Tête de Feuilles.
- (2) L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire, éd. Maspéro.
- (3) Sur le problème du rapport des anarchistes avec le pouvoir, on pourra également consulter le livre de Lorenzo : Les anarchistes espagnols et le pouvoir, éd. Seuil.

N'oubliez pas !

Tous les jours à 18 h 30 au Théâtre Noir du LUCERNAIRE, allez écouter Henri Pichette raconter *Les épiphanies*, 53 rue Notre-Dame des Champs.



AVORTEMENT : Personne ne sera maître de notre corps



Les femmes et les couples confrontés à une grossesse non voulue, vivent en général cette situation comme un problème exceptionnel dont ils portent individuellement la responsabilité. Or, l'avortement est une pratique massive. Les estimations très incertaines, faites avant la loi de 1975, fluctuaient entre 300 000 et 1 000 000. Depuis la législation partielle de l'avortement, les évaluations plus fiables permettent de les chiffrer à 250 000 à 300 000.

Une étude récente de l'INED (Institut National des Etudes Démographiques) indique qu'en l'absence de modifications dans la structure de la population féminine, dans la politique d'accueil de l'enfant et d'informations sur la contraception ainsi que dans le comportement sexuel, une française de quinze ans a deux chances sur trois de recourir à l'avortement durant sa vie de femme. C'est-à-dire que tous, soit dans notre famille, soit dans nos relations, nous avons connu ou côtoyé en l'ignorant des femmes qui cherchaient à interrompre une grossesse non voulue.

L'impossibilité d'élever un enfant résulte plus souvent de causes sociales : salaires insuffisants, chômage, logements exigus, difficultés insolubles de garde, autant de facteurs bien concrets qui font qu'un couple ne se sent pas capable d'assurer une éducation décente à un enfant. A ces causes matérielles, nous ajoutons, nous anarchistes, que le problème démographique et la société dans laquelle nous vivons, ne sont pas étrangers au refus de mettre au monde un enfant ou plutôt de remettre un enfant au monde actuel.

Cartes, toutes les situations matérielles ne sont pas également dramatiques. Mais le lien entre une femme ou un couple et son enfant n'est pas que matériel. Nous valorisons de plus en plus le rapport affectif à l'enfant et c'est un rapport que certaines femmes ou certains couples se sentent incapables d'assumer. Avoir un enfant contre sa volonté la plus profonde provoque alors une détresse égale à celle que cause une détresse matérielle. Les femmes vivent ainsi des situations difficiles créées par les carences de notre société qui refuse à certains les conditions minimales pour élever un enfant.

De même, les facteurs qui conduisent des femmes à être enceintes contre leur volonté, échappent à leur responsabilité individuelle. D'après une enquête réalisée par le MFPF en 1971, plus des trois quarts des demandes d'IVG ignorant toute contraception, proviennent de femmes qui font confiance à la chance ou aux méthodes dites naturelles (retrait, Ogino). Pour les autres, les motifs les plus fréquents sont l'interruption de la prise de la pilule qu'imposent certains médecins, alors que la réussite médicale de telles interruptions, est sujette à controverse, et les oublis de pilules qui sont souvent réparables, mais dans des conditions que les femmes ignorent. L'absence d'informations précises et accessibles à toutes sur les réalités sexuelles et les méthodes contraceptives, est donc la cause de la quasi-totalité des avortements.

La loi de janvier 1975 a bien prévu que toute femme ayant subi une interruption volontaire de grossesse doit recevoir cette information, mais combien de centres pratiquant des IVG, remplissent effectivement cette obligation ? Le développement de l'information sur la contraception est indispensable car l'avortement ne peut être identifié à une méthode contraceptive. Mise à part toute considération morale, son coût financier, comme les difficultés psychologiques qu'il peut susciter, en fait un recours : recours contre l'échec d'une technique contraceptive, recours contre l'ignorance des réalités de son propre corps, recours contre une dégradation de sa vie professionnelle ou affective.

C'est pourquoi nous devons lutter ensemble pour exiger une information accessible à toutes et à tous, sans pressions morales qui en détournent l'objectif ; une information adéquate permettrait de se passer de la permission du médecin quant à la contraception, mais comme nous pourrions jamais nous passer du savoir médical, nous devons nous battre pour que le corps médical nous entende et lui impose de nouveaux rapports.

* Le caractère dissuasif de la loi Veil.

Auparavant, à l'exception de cas bien définis d'avortement thérapeutique, les femmes étaient contraintes d'avorter à l'étranger, de payer le prix fort, de risquer leur santé ou leur vie (5 000 à 8 000 fem-

mes environ en mouraient chaque année). Un petit nombre d'entre elles ne trouvaient pas de solution, malgré leurs efforts, d'où des naissances non voulues, des mariages forcés, ce qui ne crée pas en général une base favorable à des relations affectives épanouissantes dans la famille. La loi a rendu possible l'interruption volontaire de grossesse, mais dans des conditions qui la rendent difficile pour toutes et inaccessible pour certaines. En effet, la loi impose une procédure complète avant l'IVG : premier entretien avec un médecin qui a l'obligation de l'informer des risques médicaux et de lui remettre un dossier indiquant les prestations auxquelles l'enfant lui donnerait droit et les possibilités d'abandon ; puis consultation auprès d'un organisme agréé,

La loi a également prévu un coût maximum pour un IVG, mais ce coût n'est pas remboursé par la Sécurité Sociale, de plus il est dépassé dans les 3/4 des cas. Les sommes demandées (jusqu'à 1500 F) sont un réel problème pour beaucoup de budgets. Tous ces facteurs se combinent pour retarder ou empêcher l'intervention légale, environ 5% des femmes (d'après le MFPF) sont contraintes à la clandestinité.

C'est là le résultat de la politique gouvernementale qui a voulu donner un caractère dissuasif à la loi, ce qui est parfaitement dans sa logique. La lutte des femmes a opposé une réalité face à la loi de 1975, le gouvernement en place, pour ne pas ternir son image de marque du libéralisme, a été contraint



chargé d'étudier sa situation et de la conseiller. La demande doit être confirmée par écrit après un délai de réflexion de huit jours. Reste encore à trouver un hôpital ou une clinique où l'avortement pourra être pratiqué avant la limite des 10 semaines de grossesse.

Cette procédure a théoriquement pour but d'aider la femme ou le couple concerné(e) à réfléchir et à prendre sa décision en connaissance de cause. En fait, la plupart des femmes prennent d'elles-mêmes une semaine de réflexion, après avoir constaté leur grossesse et ne vont voir le médecin qu'une fois la décision prise : le délai de réflexion légal est donc parfaitement inutile. L'information fournie est souvent dissuasive, que le médecin joue de son autorité scientifique pour imposer ses propres conceptions morales ou que l'organisme agréé se soit donné comme objectif de faire renoncer les femmes à avorter (ce qui est le cas le plus fréquent). La seule information décisive pour l'avenir, celle de la contraception, n'est pas faite. Ces démarches, parce qu'elles sont obligatoires pour obtenir l'IVG, sont vécues comme des demandes d'autorisation : le couple ou la femme isolée se retrouve donc en situation d'infériorité, culpabilisée(e) d'exercer un droit que la loi a pourtant reconnu.

La loi a prévu pour les médecins qui ne désirent pas pratiquer d'IVG, une clause de conscience, mais celle-ci est dénaturée : les médecins dirigeant un service en profitent pour interdire à leurs subordonnés de pratiquer des avortements. Les possibilités d'avorter légalement reviennent au gré de la personnalité du médecin-chef.

de voter la loi de janvier 1975. Cette loi ne pourra être que reconduite, alors est développée en France une politique nataliste qui donne un second caractère dissuasif à la loi.

* L'inégalité devant la loi.

La difficulté d'obtenir une information satisfaisante sur les méthodes de contraception, pénalise les femmes et les couples les moins informés, les jeunes célibataires, les femmes que le travail n'insère pas dans une collectivité, les étrangères. Les multiples démarches à accomplir, la recherche des indispensables informations, posent de nombreux problèmes à des travailleuses dont le temps libre est limité. Le coût d'un test de grossesse, d'une consultation médicale, d'un avortement, pèse de façon très différente selon les ressources. La hantise des délais, atténuée pour la femme qui sait pour payer un avortement hors délai dans une clinique privée, est dramatique pour celle qui n'a pas d'autre recours que l'hôpital et n'arrive pas à y trouver de place.

Mais la réprobation sociale et les répercussions psychologiques sont reçues différemment. Aucun effort d'information et d'éducation n'a pas été fait pour lever les tabous qui entourent la sexualité et aider les femmes de toutes les classes sociales à s'analyser et à s'exprimer sur ce type de problème. La sexualité féminine reste encore muette et souvent honteuse d'elle-même. Ces réticences, plus ou moins inconscientes, sont plus facilement surmontées par des femmes d'un niveau social élevé ou qui ont fait des études. Les femmes des milieux populaires, qui hésitent à parler de sexualité, res-

sentent comme une faute personnelle une grossesse involontaire dont les causes échappent pourtant à leur responsabilité (en ce sens, un entretien collectif entre femmes demandant à avorter peut être libérateur, parce qu'il révèle l'aspect collectif et social des événements qui conduisent la femme à l'avortement).

De même, face au médecin ou au conseiller social, certaines femmes peuvent trouver dans leur niveau culturel, leur réussite professionnelle ou leur fortune, le moyen de surmonter l'état d'infériorité dans lequel elles se trouvent. Les femmes de la classe ouvrière, moins à l'aise, se sentent jugées, sans parvenir à s'expliquer, donc coupables. L'intensité de ce sentiment de culpabilité ne dépend pas uniquement du milieu social de la femme : le type d'éducation morale ou religieuse, les expériences vécues pendant l'adolescence ou dans la petite enfance, si l'on en croit Freud (1), autant de facteurs qui modèrent notre attitude face à notre vie sexuelle. Mais il reste qu'en moyenne la possibilité de vivre consciemment la sexualité est moins accessible aux femmes et aux couples des milieux populaires.

L'égalité face au contrôle des naissances n'existe pas.

* Liberté de choix : comment ?

Le refus de l'avortement reste vivace chez des hommes, mais aussi chez des femmes. Ils s'appuient sur deux aspects : l'un qui se veut réaliste : les considérations démographiques, l'autre qui se reconnaît philosophique : les arguments moraux et religieux. L'argument démographique s'appuie sur un fait indéniable, la baisse de la natalité en France, comme dans d'autres pays d'Europe. Cette baisse inquiète pour des motifs concrets (les retraites) ou plus grandioses (la nation française). La richesse et la grandeur de la France paraissent pour certains liées à la croissance de sa population, ce qui justifie la campagne d'opinion pour le troisième enfant, les pressions pour que les femmes redeviennent des mères au foyer et la demande d'abolir le droit à l'avortement.

Rappelons simplement que les prévisions démographiques ne justifient pas ces positions alarmistes, même si l'indice de fécondité se maintient à son bas niveau actuel. La population totale ne baissera pas avant 50 ans, et sera en 2080 de 48 millions, même alors il y aura une plus forte proportion d'actifs qu'actuellement. Le renouvellement des générations ne serait en cause que si le comportement des toutes dernières années se prolongeait durablement. Or l'analyse de ce comportement montre bien l'erreur des arguments natalistes. En effet, la fécondité a baissé de façon sensiblement égale dans tous les pays d'Europe, quel que soit le taux d'activité des femmes et quelle que soit la législation sur l'avortement. De plus, le pourcentage de couples sans enfant, est plus le plus bas qu'on ait jamais connu.

En restreignant le droit à l'avortement, on préfère obliger les couples à avoir des enfants qu'ils ne veulent pas. Cette mesure revient à subordonner le choix des personnes concernées aux besoins de la nation et à la raison d'Etat. Une telle démarche justifie, dans une situation démographique inverse, une politique opposée : à la Réunion, par exemple, l'Etat fait une propagande formidable en faveur de l'avortement remboursé par la Sécurité Sociale, certaines femmes y sont même avortées d'office ou stérilisées. Dans les autres DOM-TOM, on encourage le même ralentissement de la natalité. Subordonner les respect des droits individuels aux décisions de l'Etat, c'est la nature née du totalitarisme.

A ceux qui condamnent l'avortement au nom du respect de la vie, nous demandons quelles luttes ils mènent pour faire effectivement respecter le droit de tous les êtres humains à vivre : accident du travail, mort lente par malnutrition, racisme, assassinats légaux d'opposants politiques, guerres... En fait, ne condamnent-ils pas simplement parce que l'avortement remet en cause la conception du rôle de la femme dans la société et dans la famille. Ils ont fait le choix d'une société que nous ne voulons pas, celle qui conditionne, influence et règle la vie privée par l'éducation, l'idéologie et les lois.

Les anarchistes n'ont pas de leçons à recevoir de personne dans ce domaine, combattant une société qui les contraint, ils refusent sa prétendue « morale » et affirment être seuls responsables de leurs corps.

Groupe KROPOTKINE

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.